Bilan socio-économique 1984

MONTÉRÉGIE

Québec

Document préparé et rédigé par
la Délégation régionale de
La Montérégie
Août 1985

Recherches et textes
Pierre Lachance, économiste

Secrétariat
Danielle Gagnon

Direction et supervision
André Labbé, délégué régional

Coordination
Service des politiques régionales

Graphiques et cartes
Service de la cartographie

Révision et édition
Service des communications

Dépôt légal — 4e trimestre 1985
Bibliothèque nationale du Québec
ISBN 2-550-12421-9

Table des matières

	Page
Liste des tableaux	**V**
Liste des cartes	**VI**
Liste des sigles	**VII**
Avant-propos	**1**
Démographie	**2**
La population en général	2
Densité et partage rural-urbain	2
La structure d'âge en 1984	2
Les niveaux de scolarité	2
Perspectives 1981-2001	3
Annexe statistique	3
Marché du travail	**5**
Un portrait d'ensemble	5
Le chômage et l'aide sociale	5
Les secteurs et les groupes performants	5
Annexe statistique	6
Les revenus	**8**
La répartition du revenu des ménages	8
Le revenu personnel disponible	8
Le taux d'inflation	8
Annexe statistique	9
Le secteur primaire	**11**
Un aperçu général du secteur	11
La situation en 1984	11
Annexe statistique	12
Le secteur secondaire	**16**
Les principaux groupes industriels	16
Les principales zones industrielles	16
Les parcs industriels	19
Recherche et développement dans l'industrie	19
La construction	20
Annexe statistique	20
Le secteur tertiaire	**23**
Les principaux groupes d'activités	23
Le commerce de détail	23
Annexe statistique	24
Le dynamisme régional	**26**
Services à caractère économique	26
Culture, tourisme et loisirs	27
Le secteur parapublic québécois	**28**
Le réseau socio-sanitaire	28
Le réseau éducatif	29
Annexe statistique	30

	Page
Le gouvernement provincial	**33**
La structure gouvernementale	33
La présence des mandataires	33
Des interventions de développement	34
Annexe statistique	35
Le gouvernement fédéral	**37**
La structure actuelle	37
Des interventions de développement	37
Annexe statistique	37
Conclusion	**38**

Liste des tableaux

		Page
1	Pourcentage de la répartition de la population par groupe d'âge dans la Montérégie en 1984	3
2	Niveau de scolarité atteint en 1981 par la population de 15 ans et plus, en pourcentage	4
3	Perspectives démographiques 1981-2001 de la Montérégie	4
4	Quelques indicateurs du marché du travail dans la Montérégie en 1983 et 1984	6
5	Répartition sectorielle de l'emploi régional en pourcentage	6
6	Statistiques de l'aide sociale et de l'assurance-chômage en Montérégie, 1983-1984	7
7	Répartition des ménages privés (familiaux et non familiaux) selon le niveau de revenu en 1981	9
8	Revenu personnel disponible dans la Montérégie en 1983	9
9	Indice des prix à la consommation, 1979-1984	10
10	Le secteur primaire en 1984	11
11	Répartition par MRC des sols agricoles de catégorie Aa, Ab et Ac dans la Montérégie	12
12	Superficie, production et valeur des principales grandes cultures dans la Montérégie	13
13	Pourcentage des parts relatives et rendement (t/ha) des grandes cultures de la Montérégie	14
14	Principaux élevages dans la Montérégie en 1983 et 1984	14
15	Drainage agricole par MRC, 1970-1984, en hectares	15
16	Statistiques manufacturières de la Montérégie en 1981	20
17	Portrait du secteur secondaire dans la Montérégie en 1984	21
18	Parcs industriels de la Montérégie en 1983	21
19	Unités de R et D comptant dix personnes et plus dans la Montérégie en 1982	22
20	Valeur estimative de la construction et nombre d'unités de logements mises en chantier dans la Montérégie, 1981-1984	22
21	Données sur les ventes au détail de quatre villes satellites	24
22	Portrait du secteur tertiaire dans la Montérégie en 1984	24
23	Ventes au détail dans la Montérégie en 1983	25
24	Nombre de places dans les centres hospitaliers des principales MRC en 1984	28
25	Le réseau socio-sanitaire de la Montérégie en 1984	30
26	Nombre de places en soins prolongés et en centres d'accueil d'hébergement (CAH) dans la Montérégie en 1984	31
27	Revenus et dépenses prévus pour 1982-1983 et reconductions budgétaires en 1983-1984 pour les établissements de la Montérégie, par catégorie d'établissements	31
28	Le réseau éducatif de la Montérégie durant l'année scolaire 1981-1982	32
29	Statistiques financières connues du réseau éducatif de la Montérégie pour 1981-1982, en milliers de dollars	32
30	Effectifs et rémunération dans trois organismes autonomes présents dans la Montérégie en 1984	33
31	Effectifs et masse salariale du gouvernement provincial dans la Montérégie au 12 novembre 1984, selon les municipalités	35
32	Effectifs et masse salariale du gouvernement provincial dans la Montérégie au 12 novembre 1984, selon les mandataires	35
33	Montants consacrés à des interventions de développement réalisées en 1983-1984 ou prévues pour 1984-1985, selon les mandataires	36
34	Interventions du gouvernement fédéral dans la Montérégie de 1983 à 1985 et ayant un caractère de développement	37

Liste des cartes

		Page
1	La Montérégie	IX
2	Municipalités comptant plus de 1 000 emplois industriels en 1982	17

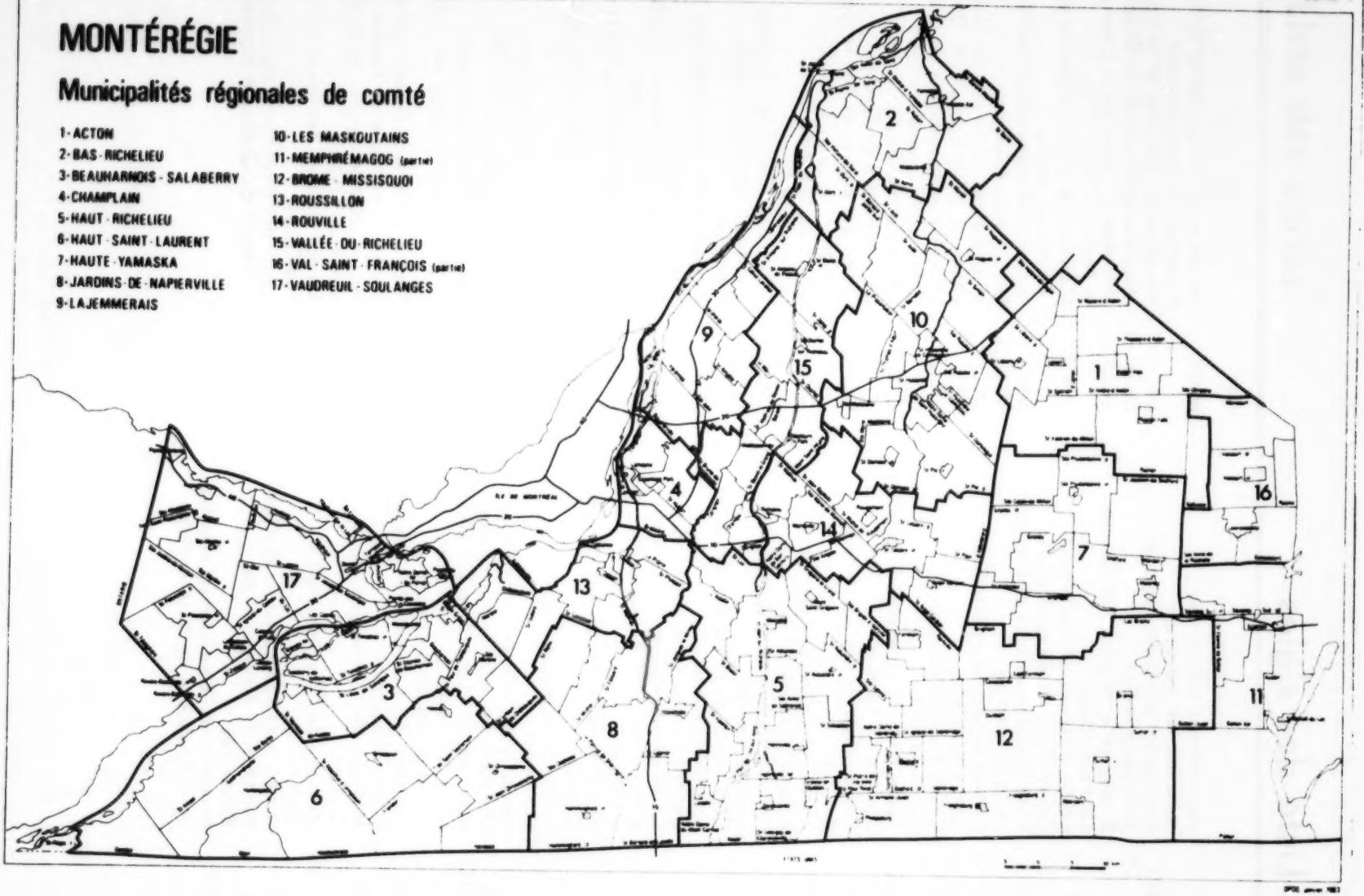
Liste des sigles

ARCI	Association régionale des commissariats industriels
ATRRRS	Association touristique régionale Richelieu-Rive-Sud
BSQ	Bureau de la statistique du Québec
CA	Centre d'accueil
CAH	Centre d'accueil d'hébergement
CAR	Centre d'accueil de réadaptation
CCIM	Chambre de commerce et d'industrie de la Montérégie
CCRS	Conseil culturel de la Rive-Sud
CH	Centre hospitalier
CLSC	Centre local de services communautaires
CPTAQ	Commission de protection du territoire agricole du Québec
CRLRS	Conseil régional des loisirs de la Rive-Sud
CRLRY	Conseil régional des loisirs de Richelieu-Yamaska
CRSSS	Conseil régional de la santé et des services sociaux
CSST	Commission de la santé et de la sécurité du travail
DSC	Département de santé communautaire
FDR	Fonds de développement régional
INRS	Institut national de la recherche scientifique
IREQ	Institut de recherche en électricité du Québec
ITAA	Institut de technologie agricole et alimentaire
MAC	Ministère des Affaires culturelles
MAM	Ministère des Affaires municipales
MAPAQ	Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec
MAS	Ministère des Affaires sociales
MCCI	Ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration
MCQ	Ministère des Communications du Québec
MENVIQ	Ministère de l'Environnement du Québec
MEQ	Ministère de l'Éducation du Québec
MER	Ministère de l'Énergie et des Ressources
MESST	Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Science et de la Technologie
MHPC	Ministère de l'Habitation et de la Protection du consommateur
MIC	Ministère de l'Industrie et du Commerce
MJQ	Ministère de la Justice du Québec
MLCP	Ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche
MMSR	Ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu
MRC	Municipalité régionale de comté
MTOUR	Ministère du Tourisme
MTQ	Ministère des Transports du Québec
OCA	Office du crédit agricole du Québec
OCQ	Office de la construction du Québec
OLF	Office de la langue française
OPDQ	Office de planification et de développement du Québec
OPHQ	Office des personnes handicapées du Québec
OPC	Office de la protection du consommateur
ORH	Office des ressources humaines
OSGE	Office des services de garde à l'enfance
PDIR	Programme de développement industriel régional
PECEC	Programme expérimental de création d'emplois communautaires
RAAG	Régie des assurances agricoles du Québec
RAAQ	Régie de l'assurance automobile du Québec
R ET D	Recherche et Développement
RGQ	Régie des grains du Québec
RL	Régie du logement
RPD	Revenu personnel disponible
SAHT	Service d'apprentissage aux habitudes de travail
SDI	Société de développement industriel
SIQ	Société immobilière du Québec
SPRS	Société pour le progrès de la Rive-Sud
SQ	Sûreté du Québec
SRLSO	Service régional des loisirs du Sud-Ouest
UPA	Union des producteurs agricoles
UQAM	Université du Québec à Montréal

MONTÉRÉGIE

Municipalités régionales de comté

1- ACTON
2- BAS-RICHELIEU
3- BEAUHARNOIS - SALABERRY
4- CHAMPLAIN
5- HAUT-RICHELIEU
6- HAUT-SAINT-LAURENT
7- HAUTE-YAMASKA
8- JARDINS-DE-NAPIERVILLE
9- LAJEMMERAIS
10- LES MASKOUTAINS
11- MEMPHRÉMAGOG (partie)
12- BROME-MISSISQUOI
13- ROUSSILLON
14- ROUVILLE
15- VALLÉE-DU-RICHELIEU
16- VAL-SAINT-FRANÇOIS (partie)
17- VAUDREUIL-SOULANGES



Avant-propos

Le présent document a pour but de présenter un bilan de l'activité économique et sociale récente dans la région de la Montérégie. Il forme une continuité avec le document intitulé « La Montérégie : connaissance régionale », publié par l'Office de planification et de développement du Québec (OPDQ) en octobre 1984, lequel traite certaines matières du présent bilan d'une façon beaucoup plus détaillée, ainsi que d'autres matières non abordées ici (ex. : récréotourisme, environnement). Par ailleurs, ce bilan est appelé, entre autres, à servir d'intrant à la préparation d'un Sommet économique régional, sommet proposé par la Société pour le progrès de la Rive-Sud (SPRS) et par divers organismes régionaux.

Le texte se divise en dix chapitres construits et agencés de façon à présenter au lecteur à la fois un éventail d'informations et une synthèse aussi adéquats que possible des principaux domaines d'activité économique dans la Montérégie.

Les trois premiers chapitres traitent de la population, du marché du travail et des revenus, tandis que les trois suivants se consacrent chacun à des grands secteurs économiques, soit le primaire, le secondaire et le tertiaire. Après avoir abordé le dynamisme du milieu régional au septième chapitre, le bilan se penche ensuite sur les principales composantes du secteur parapublic québécois, puis sur les divers aspects de la présence du gouvernement provincial en Montérégie. Enfin, le dixième chapitre traite de la présence du gouvernement fédéral dans la région. Quant à la conclusion elle se veut une synthèse des faits saillants de chaque chapitre.

Démographie

La population en général

Avec une population estimée à 1 106 693 habitants en 1984 la Montérégie vient au deuxième rang des régions du Québec après Montréal-Centre (2 028 472) et avant la région de Québec (1 053 018)*. La population de la Montérégie se répartit dans 17 MRC (quinze complètes et deux partielles), qui totalisent 250 municipalités et deux réserves indiennes. Elle habite un territoire de 11 911 km² formé en majeure partie par la plaine du Saint-Laurent et du Richelieu. Ce territoire est traversé par sept Montérégiennes qui ont donné leur nom à la région et qui s'échelonnent autour d'un axe allant de Saint-Bruno à Bromont. Vers l'est, l'altitude augmente légèrement et graduellement de 60 à 150 mètres. Sur cette élévation s'étendent les trois MRC d'Acton, de la Haute-Yamaska et de Brome-Missisquoi.

Densité et partage rural-urbain

Il existe quatre niveaux de densité dans la répartition de la population. Le plus élevé est celui de la MRC de Champlain avec 1 735 habitants au km². Le second niveau est constitué par les MRC de Roussillon, de La Vallée-du-Richelieu et de Lajemmerais. Les densités de population y varient entre 162 et 233 habitants au km². Ensuite les cinq MRC qui ont une ville satellite**, plus Vaudreuil-Soulanges, ont entre 64 et 127 habitants au km². Enfin, les sept MRC qui composent le reste du territoire ont entre huit et 52 habitants au km².

En 1981***, la population de la région était urbaine à 77,8 % et rurale à 22,2 %. Toutefois, quatre MRC sont nettement urbaines, soit Champlain (100 %), Lajemmerais (99,3 %), Roussillon (93,9 %) et La Vallée-du-Richelieu (91,2 %). Les deux premières jouent un rôle industriel très important et toutes les quatre ont une vocation de banlieue pour l'agglomération montréalaise. Pour ce qui a trait aux cinq MRC ayant une ville satellite, elles sont urbanisées dans des proportions comprises entre 55 % et 80 %. Dans leur cas la ville satellite joue le rôle d'un pôle industriel important (entre 5 000 et 8 000 emplois) entouré d'un milieu agricole hautement productif.

La MRC de Vaudreuil-Soulanges représente un cas à part puisque, même si son territoire est surtout rural, quelques villes (surtout Vaudreuil, Pincourt et Dorion) font monter son degré d'urbanisation à 56 %. Enfin, dans les sept autres MRC, la population est essentiellement rurale à 74 % ou plus*. Leur activité économique principale est l'agriculture, malgré la présence d'industries souvent de type agro-alimentaire dans les centres intermédiaires et dans quelques autres localités.

La structure d'âge en 1984

La population de la Montérégie apparaît nettement plus jeune que celle du Québec dans son ensemble. Ceci s'explique par le fait que cette région a largement bénéficié de l'exode des Montréalais vers la banlieue depuis une vingtaine d'années, et que ce sont des personnes plutôt jeunes qui tendent à être les plus mobiles. C'est pourquoi la Montérégie compte une proportion plus élevée de personnes ayant de 0 à 14 ans et de 30 à 44 ans. À l'inverse, elle compte une proportion plus faible de résidents âgés de 45 ans et plus que l'ensemble du Québec (voir tableau 1).

Le groupe des personnes ayant moins de 30 ans constitue la majorité de la population (50,3 % ou plus) dans les trois MRC du secteur Rive-Sud**, soit les MRC de Champlain, de Lajemmerais et de Roussillon. Les moins de 30 ans sont également majoritaires dans une zone formée par les quatre MRC de Rouville, de La Haute-Yamaska, d'Acton et du Val-Saint-François (partie). Par contre, le groupe des personnes âgées de 65 ans et plus dépasse 10 % dans les trois zones suivantes: la première située au sud-ouest et qui comprend les MRC de Beauharnois-Salaberry et du Haut-Saint-Laurent, la deuxième située au sud-est couvre les MRC de Brome-Missisquoi et de Memphrémagog (partie), et enfin, la MRC des Maskoutains, qui forme une troisième zone à elle seule.

Les niveaux de scolarité

Les données disponibles sur le niveau de scolarité atteint par la population âgée de 15 ans et plus dans la Montérégie en 1981 démontrent que trois MRC ont plus de diplômés universitaires que la moyenne régionale (voir tableau 2). Ce sont les MRC

* *Source*: Bureau de la statistique du Québec; *Perspectives démographiques régionales 1981-2006*, Québec, 1984, p. 230-251-265.

** Ce sont les MRC de Beauharnois-Salaberry (Valleyfield), de La Haute-Yamaska (Granby), du Bas-Richelieu (Sorel), du Haut-Richelieu (Saint-Jean) et des Maskoutains (Saint-Hyacinthe).

*** Selon le ministère des Affaires municipales, la population des municipalités comptant moins de 3 000 habitants est considérée comme rurale, tandis que celle des municipalités de 3 000 habitants et plus est considérée comme urbaine.

* *Source*: OPDQ; *La Montérégie: connaissance régionale*, 1984, tableau 3, p. 40.

** Pour une explication de la classification des MRC en quatre secteurs, voir: OPDQ, *La Montérégie: connaissance régionale*, 1984, chapitre 1

de La Vallée-du-Richelieu (10,3 %), de Lajemmerais (9,3 %) et de Champlain (8,4 %); ces trois MRC comptent à elles seules 58 % des diplômés universitaires de la région. Ceux-ci se retrouvent dans un quadrilatère formé par les municipalités de Brossard, Chambly, Mont-Saint-Hilaire et Boucherville, soit la majeure partie de la banlieue sud.

D'autre part, les personnes n'ayant pas complété le cours secondaire constituent la majorité de la population de 15 ans et plus dans neuf autres MRC. Enfin, les trois MRC de Roussillon, de Vaudreuil-Soulanges et du Bas-Richelieu forment une catégorie intermédiaire.

Perspectives 1981-2001

La Montérégie a connu une forte poussée démographique au cours des périodes 1966-1971 (11,9 %) 1971-1976 (15,8 %) et 1976-1981 (10,0 %)*, causée principalement par l'exode des Montréalais vers les banlieues. Plus récemment, soit entre 1981 et 1984, la population régionale est passée de 1 070 914 à 1 106 693, pour un accroissement de 3,3 %. Pour la période allant jusqu'en 2001, selon les prévisions du BSQ*, la Montérégie devrait connaître un ralentissement graduel de sa croissance démographique (voir tableau 3). Toutefois, l'importance relative de la région dans l'ensemble du Québec continuera de s'accroître régulièrement pour atteindre 19,3 % cette année-là.

Toujours selon les prévisions du BSQ pour l'an 2001, cinq MRC accroîtront leur importance démographique d'ensemble jusqu'à former 61 % de toute la population régionale comparativement à 56,4 % en 1981, soit plus de 833 000 habitants. Ce sont les cinq MRC qui forment la banlieue sud de Montréal, soit les trois MRC du secteur Rive-Sud ainsi que La Vallée-du-Richelieu et Vaudreuil-Soulanges.

D'autre part, les trois MRC de Beauharnois-Salaberry, du Haut-Saint-Laurent et de Brome-Missisquoi paraissent vouées à un plafonnement, voire à un léger recul. Leur degré actuel de vieillissement ne fera donc que s'accentuer.

* *Source*: Statistique Canada, recensements de 1966, 1971, 1976 et 1981; cités dans *La Montérégie: connaissance régionale*, OPDQ, octobre 1984.

* Voir source du tableau 1.

Annexe statistique

TABLEAU 1:
POURCENTAGE DE LA RÉPARTITION DE LA POPULATION PAR GROUPE D'ÂGE DANS LA MONTÉRÉGIE EN 1984

MRC par secteur	0-14 ans	15-29	30-44	45-64	65 et +	Population totale
Rive-Sud						
Champlain	21,8	28,5	25,3	18,1	6,3	290 261
Lajemmerais	26,3	24,5	29,3	15,5	4,2	73 121
Roussillon	23,9	26,6	26,1	17,9	5,4	103 520
Richelieu-Yamaska						
La Vallée-du-Richelieu	25,1	24,1	28,4	16,3	6,0	95 694
Le Bas-Richelieu	20,9	26,0	24,1	19,8	9,2	55 359
Le Haut-Richelieu	21,9	27,4	23,5	18,4	8,9	82 534
Les Maskoutains	21,4	26,3	22,3	18,6	11,4	67 530
Rouville	23,7	27,2	24,4	16,5	8,1	29 621
Sud-Ouest						
Beauharnois-Salaberry	20,3	27,4	22,2	19,9	10,2	58 298
Le Haut-Saint-Laurent	21,8	26,1	20,7	18,9	12,5	22 612
Les Jardins-de-Napierville	22,5	26,7	22,9	18,5	9,3	20 688
Vaudreuil-Soulanges	23,4	25,0	25,6	17,8	8,2	69 241
Appalaches						
Acton	25,7	26,8	21,8	17,1	8,7	19 026
Brome-Missisquoi	21,4	25,6	21,9	18,3	12,6	44 339
La Haute-Yamaska	22,2	28,6	22,5	17,8	8,9	62 854
Le Val-Saint-François* (partie)	25,0	26,3	22,1	17,3	9,4	6 874
Memphrémagog* (partie)	20,6	24,7	21,7	20,1	12,9	5 121
Montérégie	22,7	26,7	24,8	17,9	7,8	1 106 693
Québec	20,9	27,3	22,9	19,5	9,4	6 543 268

* Seulement une partie du territoire de ces deux MRC fait partie de la Montérégie; toutefois, dans les deux cas la structure d'âge présentée ici est celle de l'ensemble de la MRC, et le total est une estimation basée sur la population observée en 1981.

Source: Bureau de la statistique du Québec (BSQ);
a) *Perspectives démographiques régionales*, 1981-2006; Québec, juin 1984, 136 p.
b) *Perspectives démographiques infrarégionales, 1981-2001*, Québec, décembre 1984, 498 p.

TABLEAU 2:
NIVEAU DE SCOLARITÉ ATTEINT EN 1981 PAR LA POPULATION DE 15 ANS ET PLUS, EN POURCENTAGE

MRC par secteur		Secondaire non complété	Diplôme d'études secondaires	Diplôme non universitaire	Diplôme universitaire	Population de 15 ans et plus
Rive-Sud						
Champlain		43,8	25,0	22,8	8,4	214 570
Lajemmerais		37,5	26,7	26,5	9,3	48 295
Roussillon		45,4	27,5	22,1	5,0	68 415
Richelieu-Yamaska						
La Vallée-du-Richelieu		35,9	27,3	26,5	10,3	65 385
Le Bas-Richelieu		48,2	23,0	25,1	3,8	42 715
Le Haut-Richelieu		50,4	24,0	20,6	4,9	61 365
Les Maskoutains		53,1	22,8	19,5	4,6	51 230
Rouville		55,1	23,2	18,1	3,6	20 880
Sud-Ouest						
Beauharnois-Salaberry		53,0	23,0	20,1	3,7	45 840
Le Haut-Saint-Laurent		60,1	18,6	17,4	4,0	17 460
Les Jardins-de-Napierville		58,5	21,0	17,4	3,2	14 180
Vaudreuil-Soulanges		46,4	25,2	22,2	6,1	49 150
Appalaches						
Acton		63,0	19,7	15,0	2,3	13 420
Brome-Missisquoi		53,7	22,1	18,7	5,5	33 450
La Haute-Yamaska		55,8	22,1	17,9	4,2	46 945
Le Val-Saint-François* (partie)		nd	nd	nd	nd	nd
Memphrémagog* (partie)		nd	nd	nd	nd	nd
Montérégie	N	376 190	194 035	173 855	50 505	794 430
	%	47,4	24,4	21,9	6,4	100

Note: nd signifie non disponible

* La partie montérégienne de ces deux MRC totalise à peine 8 000 personnes âgées de 15 ans et plus.

Source: MMSR; *Région de la Montérégie, profil socio-économique par MRC*, Longueuil, août 1984

TABLEAU 3:
PERSPECTIVES DÉMOGRAPHIQUES 1981-2001 DE LA MONTÉRÉGIE

MRC par secteur	1981	1986	1991	1996	2001
Rive-Sud					
Champlain	282 289	298 556	317 600	331 600	340 547
Lajemmerais	67 346	77 858	90 402	103 597	117 353
Roussillon	97 990	108 519	121 826	134 527	145 457
Richelieu-Yamaska					
La Vallée-du-Richelieu	90 801	100 006	111 442	122 923	133 627
Le Bas-Richelieu	54 688	56 337	58 360	59 396	59 520
Le Haut-Richelieu	79 730	85 326	91 994	97 211	101 025
Les Maskoutains	66 560	68 881	71 928	73 861	74 848
Rouville	28 134	30 977	34 424	37 466	40 118
Sud-Ouest					
Beauharnois-Salaberry	58 731	58 596	58 884	58 032	56 263
Le Haut-Saint-Laurent	22 859	22 724	23 044	23 074	22 731
Les Jardins-de-Napierville	20 255	21 235	23 543	23 537	24 161
Vaudreuil-Soulanges	65 438	72 593	81 201	89 191	96 446
Appalaches					
Acton	18 541	19 555	20 861	21 908	22 654
Brome-Missisquoi	44 459	44 697	45 325	45 156	44 396
La Haute-Yamaska	61 371	64 513	68 262	70 660	71 945
Le Val-Saint-François* (partie)	6 715	6 982	7 286	7 572	7 827
Memphrémagog* (partie)	5 007	5 196	5 408	5 608	5 776
Montérégie	1 070 914	1 142 551	1 230 790	1 305 319	1 363 694
Variation en pourcentage	10,0	6,7	7,7	6,1	4,5
Montérégie/Québec en pourcentage	16,6	17,3	18,1	18,7	19,3

* Seulement une partie de ces deux MRC étant incluse dans la Montérégie, les données présentées ici sont obtenues en multipliant dans chaque cas la prévision totale de la MRC par la proportion de sa population qui était incluse dans la Montérégie en 1981.

Source: Bureau de la statistique du Québec, op. cit., a) et b).

Le marché du travail

Un portrait d'ensemble

Les principaux indicateurs du marché du travail de la Montérégie reflètent certaines améliorations dans la situation de l'emploi au troisième trimestre de 1984 par rapport au même trimestre de 1983. En plus, durant cette période de 12 mois, le marché du travail en Montérégie affiche un meilleur portrait que celui de l'ensemble du Québec. En effet, les trois groupes de population se sont accrus plus rapidement dans la région, en même temps que le nombre de chômeurs diminuait. La Montérégie maintient ainsi un taux de chômage inférieur à celui du Québec; son taux d'activité et le rapport emploi/population restent supérieurs à ceux du Québec par une marge de deux pour cent et plus.

Selon le ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu (MMSR) pour la période allant du troisième trimestre de 1983 au troisième trimestre 1984, la population en âge de travailler s'est accrue de 10 900 personnes (1,4 %). La population active a pour sa part augmenté de presque autant en nombre absolu, soit 10 100 personnes (1,9 %). Par contre, en termes nets, 15 200 personnes (3,3 %) se sont ajoutées aux résidents de la Montérégie qui occupent un emploi. Cette reprise de l'emploi a largement compensé l'augmentation de la population active, de sorte que le taux de chômage a diminué de 11,9 % à 10,8 %.

Par ailleurs, à la suite d'un changement récent apporté dans le mode de cueillette et de traitement de ces statistiques par le MMSR, il faut noter que les données sur la population en emploi sont actuellement établies selon le lieu de résidence des travailleurs. Ainsi, les statistiques du tableau 4 excluent les résidents de l'extérieur qui occupent un emploi dans la Montérégie, mais englobent tous les résidents de la Montérégie, quel que soit leur lieu de travail. Donc, en 1983 et 1984, le nombre de résidents de la Montérégie qui travaillent à l'extérieur, et surtout à Montréal, s'élève à environ 99 000 personnes dont 86 000 (88 %) occupent des emplois dans le secteur tertiaire, comparé à 12 000 dans le domaine manufacturier et un peu moins de 1 000 dans le secteur primaire*. Ceci semble refléter l'influence polarisatrice de Montréal à la fois comme vaste centre de services et comme source d'émigration vers les MRC de banlieues.

C'est en tenant compte de cette réserve qu'il faut regarder les données sur la répartition sectorielle de l'emploi régional. Selon ces données, le domaine manufacturier a accru sa part de l'emploi total en 1984 par rapport à 1983. Ceci s'explique par le fait que ce domaine a été le plus touché par la récession et c'est celui où la reprise produit les meilleurs effets (voir tableau 5). Enfin, le secteur secondaire occupe une part plus grande en 1984 dans la Montérégie que dans le Québec en général (25,5 % contre 21,1 %), tandis que pour le secteur tertiaire c'est l'inverse qui prévaut (66,2 % contre 69,9 %). Si on ne considère que les emplois effectivement occupés sur le territoire de la Montérégie, ces deux écarts s'en trouvent accentués.

* Évaluation faite à partir d'informations fournies par l'économiste régional du MMSR.

Le chômage et l'aide sociale

La situation des bénéficiaires de l'assurance-chômage et de l'aide sociale s'est visiblement améliorée à la suite de la reprise de l'emploi qui s'est instaurée en 1983-1984. En apparence, c'est le chômage des jeunes qui se résorbe le mieux (voir tableau 6), mais les statistiques à ce sujet reflètent plutôt un ratirapage en raison des difficultés persistantes qu'éprouvent les moins de 30 ans à s'intégrer au marché du travail et de la sévérité avec laquelle la récession de 1982 les a frappés. Il faut noter par ailleurs une augmentation de 8,3 % du nombre de bénéficiaires de l'aide sociale âgés de 30 à 64 ans aptes au travail. Ceci peut en partie s'expliquer par les difficulés plus grandes qu'ont les femmes chefs de famille monoparentales à réintégrer le marché du travail, car le groupe de femmes de 30 à 44 ans représente à lui seul près de 40 % de cette augmentation.

Ainsi, malgré une amélioration relative de la situation économique, la région compte encore plus de 77 000 personnes aptes à travailler mais qui ne trouvent pas d'emploi. Ce total est obtenu en additionnant le nombre de bénéficiaires réguliers de l'assurance-chômage à celui des bénéficiaires de l'aide sociale qui sont disponibles et aptes au travail.

Les secteurs et les groupes performants

Une étude du MMSR sur l'emploi par secteur et par groupe d'activité* permet d'estimer la création totale d'emplois à 22 000 personnes entre le premier trimestre de 1983 et le premier trimestre de 1984, en comparaison des 15 200 emplois observés au cours du troisième trimestre des deux mêmes

* *Source:* Dufour, A.; *Bulletin régional sur le marché du travail*, vol. 3 nº 1, région de la Montérégie (06S); MMSR, Longueuil, mai 1984, p. 37.

années. Cette différence s'expliquerait par le fait que la reprise économique était déjà bien engagée à la fin du troisième trimestre de 1983.

C'est le secteur secondaire qui a servi de moteur principal à la reprise économique avec une croissance de 10,1 % de l'emploi régional ou 10 900 nouvelles personnes occupées dans tous les groupes; cependant, la bonnetterie pour sa part a perdu une centaine d'emplois. Les domaines des aliments et boissons, de la première transformation des métaux, des produits métalliques, des équipements de transport, des produits électriques et de l'industrie chimique ont occasionné ensemble 64,1 % de cette croissance de l'emploi régional. Il ont en effet embauché chacun entre 1 000 et 1 500 nouveaux travailleurs pour un total de 7 000 personnes.

Dans le secteur tertiaire, l'augmentation de 3,2 % correspond à 9 800 nouveaux emplois. À eux seuls, les deux groupes du commerce et des transports, communications et autres services publics ont grossi leurs effectifs respectivement de 2 600 et 2 000 personnes, soit 46,9 % de toute l'augmentation de leur secteur. Une autre tranche de 19,5 % de ces nouveaux emplois tertiaires se répartit entre les groupes des services aux entreprises de l'hébergement et de la restauration, avec respectivement 900 à 1 000 personnes. Par ailleurs, le groupe du bâtiment et des travaux publics a aussi connu une certaine croissance (5,1 %) avec 1 100 nouveaux travailleurs en 1984.

Le secteur primaire a peu varié si ce n'est par la création de 200 nouveaux emplois répartis également entre les groupes de l'agriculture et des forêts.

Annexe statistique

TABLEAU 4:
QUELQUES INDICATEURS DU MARCHÉ DU TRAVAIL DANS LA MONTÉRÉGIE EN 1983 ET 1984

Indicateurs	1983	1984	Pourcentage de la variation	
			Montérégie	Québec
Population de 15 ans et plus	804 600	815 500	1,4	0,7
Population active	523 100	533 200	1,9	1,3
Population en emploi	460 600	475 800	3,3	2,6
Nombre de chômeurs	62 500	57 400	−8,2	−7,5
Taux de chômage	11,9 %	10,8 %	—	11,6 %*
Taux d'activité	65,0 %	65,4 %	—	62,9 %*
Rapport emploi/population	57,3 %	58,5 %	—	55,6 %*

* Il s'agit ici respectivement du taux de chômage, du taux d'activité et du rapport emploi/population pour l'ensemble du Québec en 1984.

Source: Dufour, A.; *Bulletin régional sur le marché du travail,* région de la Montérégie, MMSR, Longueuil, vol. 3 n° 3, décembre 1984.

TABLEAU 5:
RÉPARTITION SECTORIELLE DE L'EMPLOI RÉGIONAL EN POURCENTAGE

Secteurs	Montérégie		Québec
	1983	1984	1984
Primaire	4,9	4,7	4,7
Secondaire	24,2	25,5	21,1
Bâtiment et travaux publics	4,8	4,8	4,4
Tertiaire	67,4	66,2	69,9
TOTAL	100	100	100

Source: Dufour, A.; *Bulletin régional sur le marché du travail,* région de la Montérégie, MMSR, Longueuil, vol. 3 n° 1, mai 1984, p. 35 (pour 1984); et compilation spéciale pour 1983.

TABLEAU 6:
STATISTIQUES DE L'AIDE SOCIALE ET DE L'ASSURANCE-CHÔMAGE EN MONTÉRÉGIE, 1983-1984

Catégories	Juin 1983 N	Juin 1984 N	Pourcentage de la variation
Chômage:			
Bénéficiaires réguliers de l'assurance-chômage sans gains déclarés			
15-24 ans	13 841	12 042	−13,0
25-65 ans	32 333	29 165	−9,8
TOTAL	46 174	41 207	−10,8
Aide-sociale:			
Bénéficiaires disponibles et aptes au travail			
18-29 ans	15 464	13 708	−11,4
30-64 ans	20 290	21 980	8,3
Sous-total (N)	35 754	35 688	−0,2
Aptes au travail (%)	60,5	59,5	—
Total des bénéficiaires de l'aide sociale (18 ans et plus):	59 092	59 920	1,4

Note: Il s'agit ici de données non désaisonnalisées.

Sources: a) chômage: Statistique Canada, Groupe d'exploitation des données administratives.
b) aide-sociale: MMSR, fichier de l'aide sociale
cité dans: Dufour A.; *Bulletin régional sur le marché du travail,* MMSR, Longueuil, vol. 3 n° 3, nov. 84, p. 24 et 26.

Les revenus

La répartition du revenu des ménages

La répartition des ménages par classe de revenu annuel en 1981 se distingue par deux caractéristiques. D'abord, les cinq MRC de la banlieue sud (voir tableau 7), soit les trois MRC du secteur Rive-Sud et les MRC de La Vallée-du-Richelieu et de Vaudreuil-Soulanges, regroupent 68 % des ménages à revenu élevé (35 000 $ et plus). Ensuite, le regroupement de tous les ménages gagnant 20 000 $ et moins constitue 44 % du total régional, soit 150 365 ménages dont 52 % habitent dans les dix autres MRC de la région*.

Le revenu personnel disponible

Les résidents de la Montérégie ont bénéficié en 1983 d'un revenu personnel disponible (RPD) de près de 11,5 G$**, une hausse de 2,3 G$ par rapport à 1981***. Toutefois, cet accroissement nominal de 25,5 % est presque neutralisé par une inflation cumulée de 17,8 % et un accroissement de population estimé à 3,8 %**** durant la période 1981-1983. L'augmentation est ainsi réduite à 2,6 % en termes réels. Le RPD moyen (ou per capita) de la région (10 313 $) dépassait de 5,1 % la moyenne québécoise. Il était de 5,7 % deux ans plus tôt et se chiffrait à 8 544 $ (voir tableau 8).

Au niveau sous-régional, les divisions de recensement suivantes qui touchent la banlieue sud ont les indices de revenu les plus élevés: ce sont Chambly, Châteauguay, Laprairie, Vaudreuil et Verchères; de plus, leur revenu moyen est généralement supérieur à la moyenne régionale. La division de Richelieu fait exception, puisque son revenu moyen est de 1 % plus élevé que la moyenne. Cet écart atteignait 3 % en 1981*****; sa diminution porte à croire que les effets du ralentissement économique de Sorel et de ses environs ne se sont fait sentir que de façon graduelle en deux ans.

Dans les 13 autres divisions le revenu moyen est inférieur à la moyenne, et l'écart tend à s'accentuer au fur et à mesure qu'on s'éloigne de Montréal, que ce soit vers le sud ou vers l'est.

Le taux d'inflation

De 1979 à 1984, le rythme de l'inflation à Montréal a été légèrement supérieur à celui de l'ensemble du Canada, de sorte que l'augmentation de l'indice du coût de la vie y atteint 52,2 % sur cinq ans comparativement 51,5 % dans l'ensemble du Canada.

Le ralentissement de cette augmentation, surtout entre 1982 et 1983, permet d'observer une rupture de tendance plus marquée dans l'indice montréalais que dans l'indice canadien (voir tableau 9). Il en résulte que depuis 1983, l'inflation est plus faible à Montréal (10 %) que dans tout le Canada (10,4 %), alors qu'en 1980-1982 ce fut le contraire (38,5 % comparé à 37,3 %).

---

* Les données n'étant pas disponibles pour les MRC partielles de Memphrémagog et du Val-Saint-François, celles-ci ont été ignorées dans cette partie du chapitre.

** G$ signifie milliards de dollars.

*** Les informations pour 1981 avaient été recueillies dans: Financial Post, *Canadian Markets 1982*.

**** Contrairement à l'estimation du BSQ (3,4 % de 1981 à 1984), celle mentionnée ici correspond à l'effet combiné de l'accroissement prévu en 1981-1983 par Statistique Canada au niveau de chaque division de recensement de la Montérégie. Cette prévision de Statistique Canada a été utilisée par le Financial Post pour calculer le RPD per capita au niveau des divisions de recensement, comme on peut le constater dans le Canadian Markets 1984, p. 62 et p. 182-186. Selon cette prévision, la Montérégie aurait eu 1 110 751 habitants au 1er juin 1983, ce qui donne un taux de croissance de 3,8 % pour deux ans.

***** Voir à ce sujet: OPDQ, *La Montérégie: connaissance régionale*, 1984, p. 98-99.

Annexe statistique

TABLEAU 7:
RÉPARTITION DES MÉNAGES PRIVÉS (FAMILIAUX ET NON FAMILIAUX)
SELON LE NIVEAU DE REVENU EN 1981

MRC par secteur	Classes de revenu par ménage				
	Moins de 10 000 $	10 000 $ à 20 000 $	20 000 $ à 35 000 $	35 000 $ et plus	Total ménages
Rive-Sud					
Champlain	17,7	25,0	35,6	21,8	95 480
Lajemmerais	10,4	16,6	40,8	32,3	20 260
Roussillon	12,1	21,8	41,9	24,2	27 905
Richelieu-Yamaska					
La Vallée-du-Richelieu	12,2	18,0	37,6	32,1	27 640
Le Bas-Richelieu	21,8	24,0	37,6	16,4	17 930
Le Haut-Richelieu	23,8	28,2	32,7	15,4	26 170
Les Maskoutains	23,0	29,8	31,6	15,7	22 200
Rouville	18,8	27,7	35,2	18,3	8 675
Sud-Ouest					
Beauharnois-Salaberry	24,3	26,9	34,0	14,7	19 735
Le Haut-Saint-Laurent	30,1	30,0	26,3	13,6	7 400
Les Jardins-de-Napierville	22,3	30,6	29,9	17,2	6 160
Vaudreuil-Soulanges	16,5	23,5	38,3	21,8	20 880
Appalaches					
Acton	25,2	34,3	29,3	10,8	5 590
Brome-Missisquoi	25,2	29,5	32,8	12,5	14 760
La Haute-Yamaska	22,7	31,3	32,3	13,6	20 740
Montérégie N	64 320	86 045	121 380	69 755	341 525
%	18,8	25,2	35,5	20,4	100

* Note: Les parties des MRC de Memphrémagog et du Val-Saint-François sont exclues.

Source: MMSR, *Région de la Montérégie, profil socio-économique par MRC*, Longueuil, août 1984.

TABLEAU 8:
REVENU PERSONNEL DISPONIBLE DANS LA MONTÉRÉGIE EN 1983

Divisions de recensement	Revenu total		Revenu per capita	
	'000 $	%	$	%
Bagot	222 800	1,95	8 066	78,2
Beauharnois	517 300	4,52	9 505	92,2
Brome	137 000	1,20	7 695	74,6
Chambly	3 678 700	32,13	11 653	113,0
Châteauguay	697 700	6,09	11 417	110,7
Huntingdon	134 900	1,18	7 876	76,4
Iberville	191 000	1,68	8 006	77,6
Laprairie	1 348 400	11,78	11 747	113,9
Missisquoi	312 100	2,73	8 493	82,4
Napierville	107 900	0,94	7 703	74,7
Richelieu	566 300	4,95	10 416	101,0
Rouville	459 400	4,01	10 276	99,6
Saint-Hyacinthe	498 000	4,35	8 687	84,2
Saint-Jean	485 100	4,24	8 417	81,6
Shefford	608 700	0,53	8 359	81,1
Soulanges	136 500	1,19	8 402	81,5
Vaudreuil	598 400	5,23	11 440	110,9
Verchères	730 000	6,38	10 580	102,6
Yamaska (partie)	23 600*	0,21	7 493	72,7
Montérégie	11 455 600	100	10 313	100,0
Québec	63 996 000	—	9 810	—
Montérégie / Québec en pourcentage	—	17,1	—	105,1

* Estimation

Source: Financial Post, *Canadian Markets 1984*, p. 174-177 (Québec) et p. 182-186 (région).

TABLEAU 9:
INDICES DES PRIX À LA CONSOMMATION, 1979-1984*

	Montréal		Canada	
Années	Indice	Variation en %	Indice	Variation en %
1979	80,6	—	80,7	—
1980	89,0	10,4	88,9	10,2
1981	100,0	12,4	100,0	12,5
1982	111,6	11,6	110,8	10,8
1983	117,8	5,6	117,2	5,8
1984	122,7	4,2	122,3	4,4

* Cet indice est une moyenne annuelle; il est disponible pour l'ensemble du Canada et pour 15 agglomérations urbaines, dont celle de Montréal, mais pas pour les provinces.

Source: Statistique Canada, *L'indice des prix à la consommation*, cat. 62-001, mensuel, janvier 1985.

Le secteur primaire

Un aperçu général du secteur

Dans la Montérégie, le secteur primaire est surtout dominé par l'agriculture. En effet, en 1984 le groupe de la forêt ne procurait de l'emploi qu'à 400 résidents de la région, et environ deux tiers d'entre eux travaillaient à l'extérieur de la Montérégie. Des 1 100 résidents qui travaillaient dans le groupe des mines, environ 700 d'entre eux occupent leur emploi hors de la région.

TABLEAU 10:
LE SECTEUR PRIMAIRE EN 1984

Domaines d'activités	Emplois	Pourcentage du secteur	Pourcentage de l'emploi — Québec
Agriculture	20 400	93,2	26,0
Forêt	400	1,8	1,8
Chasse et pêche	0	0,0	0,0
Mines	1 100	5,0	4,7
TOTAL	21 900	100	17,2

Source: Dufour A.; op. cit., vol. 3 n° 1, mai 1984, p. 36-37.

La Montérégie est sans contredit la première région agricole du Québec avec 23,5 % des fermes (11 304), 25,9 % de l'emploi agricole (19 900) et 32,3 % du volume des ventes totales en 1981, qui atteignaient 657 M$*. Pour l'ensemble de la Montérégie, la superficie cultivée représentait alors 65,8 % de la superficie totale des fermes de la région, ou 482 212 hectares sur 732 316**.

Dotée pour une bonne part d'une plaine argileuse, la Montérégie correspond en fait à la seule portion du territoire québécois où la saison moyenne de croissance est supérieure à 200 jours par année. Celle-ci peut même atteindre 215 jours dans un secteur compris entre Melocheville et Candiac***. La proximité immédiate du vaste marché formé par Montréal et ses banlieues favorise également la région.

Les sols de catégorie Aa, Ab et Ac (voir tableau 11), soit ceux qui se prêtent le mieux aux grandes cultures, totalisent dans la Montérégie 645 095 hectares. La seule catégorie Aa, pour sa part, atteint 508 170 hectares, soit 32 % de la catégorie Aa pour tout l'ensemble du Québec. Les MRC suivantes se partagent 42,5 % de la superficie de cette catégorie Aa: Le Haut-Richelieu, Les Maskoutains, Vaudreuil-Soulanges et Les Jardins-de-Napierville.

Le lecteur qui voudrait connaître plus en détail l'évolution de l'agriculture dans la Montérégie depuis 1941 peut consulter le troisième chapitre de La Montérégie: connaissance régionale, publié par l'OPDQ à l'automne 1984. La suite du chapitre est plutôt consacrée aux tendances récentes.

La situation en 1984

Les données disponibles sur l'agriculture en 1983 et 1984 portent principalement sur trois sujets: les superficies des grandes cultures, les principaux élevages et le drainage agricole. Toutefois, dans les deux premiers cas, les territoires des divisions de recensement de Brome et de Shefford sont exclus de la Montérégie, car ils font partie de la région 05 du MAPAQ.

Les grandes cultures

Parmi les grandes cultures, celle du maïs-grain a connu une croissance d'environ 20 % entre 1983 et 1984 (voir tableau 12), atteignant ainsi 167 200 hectares, soit 37,7 % des superficies cultivées de la région. La culture du blé connaît également une croissance rapide (19 %) en ce qui a trait aux surfaces cultivées. À l'exception de la pomme de terre (4 %), les autres grandes cultures affichent des reculs, le plus important étant celui de l'avoine (−7,1 %).

Ces tendances ont eu comme résultat net une diminution de 8 900 hectares (−1,9 %) de la superficie d'ensemble des grandes cultures dans la région. Toutefois, la Montérégie a quand même atteint un niveau de production d'environ 200 M$, dont 113 M$ (57,7 %) pour la culture du maïs-grain (voir les tableaux 12 et 13).

Les principaux élevages

Des diminutions importantes se sont produites dans l'élevage des bovins en 1984 par rapport à 1983. Le nombre de vaches et de génisses laitières se maintient presque au même niveau après avoir donné lieu à une production laitière totale d'environ 236,5 M$ en 1983* (lait nature et lait industriel). Par contre, le nombre de bovins destinés à la boucherie subit un sévère recul. Il équivaut en fait à 1 900 bêtes (−10,8 %) de moins dans le cheptel des taureaux et

* Note: M$ signifie millions de dollars.

** *Source:* MMSR: *Région de la Montérégie, profil socio-économique par MRC*, Longueuil, août 1984.

*** *Source:* MAPAQ, *Agrométéorologie*, Atlas agro-climatique du Québec mérédional, données dérivées de la température (Agdex 070), figure 11.

* *Source:* BSQ: *Statistiques laitières, juillet 1984*, calculé à partir des données de cette publication.

bouvillons, et à 9 400 de moins (−18,6 %) dans le cheptel des veaux**.

Toutefois, le fait que les deux catégories de vaches et de génisses n'aient que peu diminué (−9,7 % et −1,9 %), laisse entrevoir la possibilité d'une reconstitution prochaine de ce troupeau disparu (voir tableau 14).

Dans l'élevage des ovins le portrait diffère car le troupeau s'est accru passablement. Cependant, la forte réduction du nombre d'agneaux de moins d'un an (1 200 bêtes ou −20,3 %) peut faire planer le risque d'un plafonnement, voire d'une diminution du troupeau dans un proche avenir.

Quant à l'élevage des porcs, c'est celui qui se porte le mieux, malgré une croissance plutôt lente du troupeau. Cette croissance pourrait s'accélérer d'ici un an ou deux puisque les porcs de reproduction, eux, ont augmenté de 5 700 bêtes (6,4 %).

** Les taureaux et bouvillons sont des bêtes âgées d'un an ou plus, tandis que les veaux sont des animaux d'âge inférieur à un an.

Le drainage agricole

Le tableau 15 permet d'identifier les deux grandes périodes du recours au drainage des sols agricoles. Le recours à cette technique avait commencé en 1964 dans des secteurs où les sols sont plutôt lourds (ex.: terres noires, limoneuses ou argileuses). Toutefois, au début de 1970, la Montérégie ne comptait encore que 9 039,24 hectares de sols drainés. Durant les sept années qui ont suivi (1970-1977) un total de 63 825 hectares ont été drainés souterrainement dont 28,6 % dans la seule MRC des Maskoutains. D'autres MRC où les sols le justifiaient ont emboîté le pas au cours de la période subséquente (1977-1984), comme l'illustre le ratio entre les deux périodes. Ce ratio est supérieur à la moyenne régionale (2,63) pour 12 MRC sur 17.

Ainsi, au 31 mars 1984, 240 441 hectares ont été drainés souterrainement dans la Montérégie, et ceux-ci représentent 51,8 % du total québécois (463 948 ha) des sols drainés. Ce nombre équivaut aussi à 49,9 % de toute la superficie cultivée en 1981 dans la région. Précisons que le drainage agricole contribue à augmenter la productivité des sols lourds

Annexe statistique

TABLEAU 11:
RÉPARTITION PAR MRC DES SOLS AGRICOLES DE CATÉGORIE Aa, Ab et Ac DANS LA MONTÉRÉGIE

MRC par secteur	Catégories des sols, en hectares Aa	Ab	Ac	Total ha*
Rive-Sud				
Champlain**	4 565	—	—	4 565
Lajemmerais	25 859	3 035	405	29 299
Roussillon	27 559	81	283	27 923
Richelieu-Yamaska				
La Vallée-du-Richelieu	32 476	3 197	—	35 673
Le Bas-Richelieu	30 270	10 441	1 497	42 208
Le Haut-Richelieu	66 206	9 753	121	76 080
Les Maskoutains	57 222	16 309	243	73 774
Rouville	34 195	8 579	—	42 774
Sud-Ouest				
Beauharnois-Salaberry	30 634	2 226	1 234	34 094
Le Haut-Saint-Laurent	38 364	10 077	3 480	51 921
Les Jardins-de-Napierville	43 382	5 544	3 116	52 042
Vaudreuil-Soulanges	49 411	3 116	81	52 608
Appalaches				
Acton	29 906	12 221	870	42 997
Brome-Missisquoi	26 507	16 956	3 035	46 498
La Haute-Yamaska	7 972	9 470	2 206	19 648
Le Val-Saint-François (partie)	3 318	5 625	1 093	10 036
Memphrémagog (partie)	324	931	1 700	2 955
Montérégie	508 170	117 561	19 364	645 095
Montérégie/Québec en pourcentage	32,0	15,8	9,6	25,5

Source: Cloutier G., J. Labrecque et M. Thibault, *Atlas — localisation des sols de catégorie Aa, Ab, Ac, par région agricole*, MAPAQ, Québec, 1977, p. 26-31.

* ha signifie hectare

** Pour la MRC de Champlain, la source est: Gibeau R. et A. Marcotte, *Le zonage agricole, un bilan*, Commission de protection du territoire agricole (CPTAQ), mars 1982.

surtout en évitant que l'eau reste trop longuement à leur surface, ce qui peut retarder les semailles ou accroître les dommages causés par des gelées hâtives ou tardives. Le drainage empêche aussi que les plants pourissent à cause d'un écoulement trop lent, en plus de permettre une évacuation adéquate des coups d'eau. Les sols plus sablonneux n'en ont pas besoin, puisque le drainage s'y effectue naturellement.

TABLEAU 12:
SUPERFICIE, PRODUCTION ET VALEUR DES PRINCIPALES GRANDES CULTURES DANS LA MONTÉRÉGIE*

Cultures	Superficies (ha) 1983	1984	%	Production en 1983** T	Valeur estimative en 1983*** $
Avoine	26 900	25 000	−7,1	49 900	6 438 300
Blé	18 300	21 800	19,1	50 000	6 926 500
Foin cultivé	137 000	136 400	−0,4	617 000	36 091 880
Grains mélangés	20 000	16 900	−15,5	51 000	6 246 480
Maïs fourrager	35 600	34 200	−3,9	1 044 300	22 901 500
Maïs-grain	139 500	167 200	19,9	787 200	113 420 000
Pâturages	46 900	43 700	−6,8	nsp	nsp
Pommes de terre	2 500	2 600	4,0	40 900	4 560 630
Sarrasin	nd	nd	—	nd	—
Seigle	nd	nd	—	nd	—
Betterave à sucre	nd	nd	—	nd	—
TOTAL	456 700	447 800	−1,9	2 640 600	196 585 290
Montérégie / Québec en pourcentage	21,8	21,0			34,6

Note: nd signifie non disponible au niveau régional; ces cultures totalisent moins de 20 000 hectares au niveau provincial.

nsp signifie ne s'applique pas.

* Excluant les divisions de recensement de Brome et de Shefford, qui font partie de la région 05 du MAPAQ.

** La valeur pour le blé (50 000 t) a été estimée à l'aide du rendement moyen pour l'ensemble du Québec (2,73 t/ha) figurant au tableau suivant.

*** Calculée à partir du prix moyen à la ferme en 1982 pour l'ensemble du Québec (voir le tableau suivant).

Source: Bureau de la statistique du Québec, Service des entreprises
a) *Grandes cultures: superficie, production et valeur 1983*
b) *Superficie des principales grandes cultures 1984.*

TABLEAU 13:
POURCENTAGE DES PARTS RELATIVES ET RENDEMENT (T/HA) DES GRANDES CULTURES DE LA MONTÉRÉGIE*

Cultures	Pourcentage des superficies 1983	Pourcentage des superficies 1984	Production 1983 %	Valeur estimative 1983	Rendement 1983 t/ha	Prix moyen à la ferme en 1982*** $/t
Avoine	5,89	5,58	1,87	3,28	1,84	130,33
Blé	4,01	4,67	1,89	3,52	2,73**	138,53
Foin cultivé	30,00	30,46	23,40	18,36	4,51	58,42
Grains mélangés	4,38	3,77	1,93	3,18	2,55	122,48
Maïs fourrager	7,80	7,64	39,55	11,65	29,37	21,93
Maïs-grain	30,55	37,34	29,81	57,70	5,65	144,09
Pâturages	10,27	9,76	nsp	nsp	nsp	nsp
Pommes de terre	0,55	0,58	1,55	2,32	16,56	104,22
Sarrasin	nd	nd	nd	nd	1,24	nd
Seigle	nd	nd	nd	nd	1,36	nd
Betterave à sucre	nd	nd	nd	nd	36,76	12,09
TOTAL	100	100	100	100	nsp	nsp
Montérégie/Québec en pourcentage	21,6	20,8	31,7	34,6	nsp	nsp

nd: non disponible

nsp: ne s'applique pas

* Voir note n° 1 du tableau précédent

** Rendement moyen pour l'ensemble du Québec, en tonnes par hectares (t/ha), alors que les autres chiffres de cette colonne donnent le rendement pondéré pour les régions 06 et 07 du MAPAQ.

*** Moyennes pour l'ensemble du Québec.

Source: Bureau de la statistique du Québec, Service des entreprises, op. cit.

TABLEAU 14:
PRINCIPAUX ÉLEVAGES DANS LA MONTÉRÉGIE EN 1983 ET 1984*

Élevages	1983 N	1984 N	1984/1983 %
1. Bovins			
vaches et génisses laitières	178 500	177 300	– 0,7
vaches et génisses de boucherie	16 200	15 900	– 1,9
taureaux et bouvillons	18 800	16 900	– 10,1
veaux	50 600	41 200	– 18,6
TOTAL N	264 100	251 300	– 4,8
% Montérégie/Québec	16,4	16,0	—
2. Ovins			
moutons d'un an et plus	9 900	12 100	22,2
agneaux de moins d'un an	5 900	4 700	– 20,3
TOTAL N	15 800	16 800	6,3
% Montérégie/Québec	12,3	13,4	
3. Porcs			
porcs de reproduction	88 500	94 200	6,4
autres porcs	814 400	815 000	0,1
TOTAL N	902 900	909 200	0,7
% Montérégie/Québec	27,0	26,7	—

* Excluant le territoire formé par les divisions de Brome et Shefford, qui font partie de la région 05 du MAPAQ.

Source: Bureau de la statistique du Québec, Service des entreprises;
a) *Bovins-Ovins, 1er juillet 1984*, septembre 1984, 7 p.
b) *Porcs, 1er juillet 1984*, septembre 1984, 7 p.

TABLEAU 15:
DRAINAGE AGRICOLE PAR MRC, 1970-1984, EN HECTARES

MRC par secteur	Période 1: 1970-1977 ha	Période 2: 1977-1984 ha	Ratio Période 2 / Période 1
Rive-Sud			
Champlain	0	0	0
Lajemmerais	340,66	3 274,78	9,61
Roussillon	2 137,56	6 636,33	3,10
Richelieu-Yamaska			
La Vallée-du-Richelieu	2 455,09	10 461,07	4,26
Le Bas-Richelieu	1 421,14	8 793,15	6,19
Le Haut-Richelieu	7 182,58	25 193,17	3,51
Les Maskoutains	18 245,90	26 939,93	1,48
Rouville	5 387,67	9 820,91	1,82
Sud-Ouest			
Beauharnois-Salaberry	6 163,64	11 143,48	1,81
Le Haut-Saint-Laurent	7 325,18	16 786,95	2,29
Les Jardins-de-Napierville	3 356,34	13 296,77	3,96
Vaudreuil-Soulanges	5 030,56	16 628,91	3,31
Appalaches			
Acton	1 760,63	7 859,62	4,46
Brome-Missisquoi	2 437,02	7 130,84	2,93
La Haute-Yamaska	477,38	3 256,14	6,82
Le Val-Saint-François (partie)	98,76	246,97	2,50
Memphrémagog (partie)	5,09	107,42	21,10
Montérégie	63 825,20	167 576,44	2,63

Source: Labrecque, J.; *Superficie drainée souterrainement par région agricole*, avril 1964 — mars 1983 et avril 1983 — mars 1984, MAPAQ, Direction de la planification, 1983 et 1984.

Le secteur secondaire

Les principaux groupes industriels

En 1979, les livraisons manufacturières de la Montérégie totalisaient 6,86 G$. Or, trois groupes dépassaient 10 % de ce total: les aliments et boissons (18,7 %), les métaux primaires (15,1 %) et le matériel de transport (14,2 %). Toutefois, l'industrie chimique avait aussi son importance (8 %) ainsi que, parmi les secteurs mous, le textile (8,1 %). En 1980, les livraisons manufacturières de la région ne sont plus disponibles par groupe industriel mais, elles totalisaient alors 8,15 G$. En 1981, dernière année où ces données sont disponibles*, les livraisons manufacturières de la Montérégie atteignaient 9,26 G$ dollars, pour une croissance nominale de 35 % en deux ans (voir tableau 16). Durant la même période, le niveau des prix à la consommation s'est cependant accru de 24,1 %, ce qui ramène la croissance réelle à 8,8 %.

Par ailleurs, en 1984, 119 100 résidents de la Montérégie travaillent dans le secteur secondaire, ce qui équivaut à 20,6 % de tout l'emploi dans l'industrie au Québec (voir tableau 17). Trois groupes peuvent être considérés comme groupes d'excellence régionaux sur lesquels une stratégie de développement industriel pourrait capitaliser. Ce sont les groupes des aliments et boissons, de l'équipement de transport et de la première transformation des métaux; chacun de ces groupes procure du travail à plus de 10 000 résidents de la Montérégie, et leur part de l'emploi industriel de la région dépasse 9 %.

Toutefois, un autre facteur donne tout son relief à l'importance de ces groupes. Ainsi, les résidents de la Montérégie qui travaillent dans l'industrie des aliments et boissons occupent 22,9 % de tous les emplois de cette industrie au Québec. Dans les industries de l'équipement de transport et de la première transformation des métaux, cette proportion atteint respectivement 28,6 % et 31,7 %.

D'un autre côté, six groupes occupent aussi une place importante dans l'économie de la région. Ce sont les groupes du caoutchouc et plastique, des produits métalliques, de la machinerie, des produits électriques, de l'industrie chimique et du textile. Bien que leur part relative ne se situe qu'entre 3,8 % et 7,9 % de l'emploi de la région, ces pourcentages représentant entre 22 % et 32 % de l'emploi pour ces groupes dans l'ensemble du Québec.

En résumé, la Montérégie apporte une contribution importante au secteur manufacturier québécois avec 16,7 % des livraisons (1981) et 20,6 % de l'emploi (1984).

* Le délai de parution des données sur les industries manufacturières dans les catalogues 31-203 et 31-209 de Statistique Canada est toujours d'au moins trois ans.

Les principales zones industrielles

Le tableau 16 sur les statistiques manufacturières régionales en 1981 permet aussi d'identifier sommairement les principales divisions de recensement où se retrouve l'industrie en Montérégie: en premier lieu, celles où les entreprises se concentrent en plus grand nombre (établissements et emplois) soit Chambly et Shefford; en second lieu celles où existent des entreprises à forte intensité en capital (chimie et métallurgie), soit Beauharnois, Verchères et Richelieu. Ces cinq divisions de recensement contribuent chacune pour plus de 10 % de la valeur des expéditions manufacturières de 1980.

La liste ci-dessous et la carte n° 2 qui suit énumèrent et situent les municipalités et agglomérations comptant plus de 1 000 emplois industriels en 1982.

	Établissements	Emplois
Rive-Sud Centre		
Longueuil	160	12 055
Saint-Hubert	103	2 923
Candiac	21	2 655
Boucherville	77	2 386
Varennes	29	1 719
Villes satellites		
Sorel*	70	7 035
Saint-Hyacinthe	122	5 778
Granby	179	7 949
Saint-Jean**	152	7 855
Valleyfield***	47	4 610
Centres intermédiaires		
Contrecoeur	12	3 082
Acton-Vale	19	1 433
Bromont	11	1 748
Cowansville	31	2 248
Farnham	22	1 344
Marieville	19	1 049
Beauharnois	16	1 561

* Incluant les municipalités de Tracy (28 et 5 197, de Saint-Joseph-de-Sorel (14 et 987) et de Sorel (28 et 851).

** Incluant 34 établissements et 1 063 emplois à Iberville.

*** Incluant sept établissements et 1 204 emplois à Saint-Timothée.

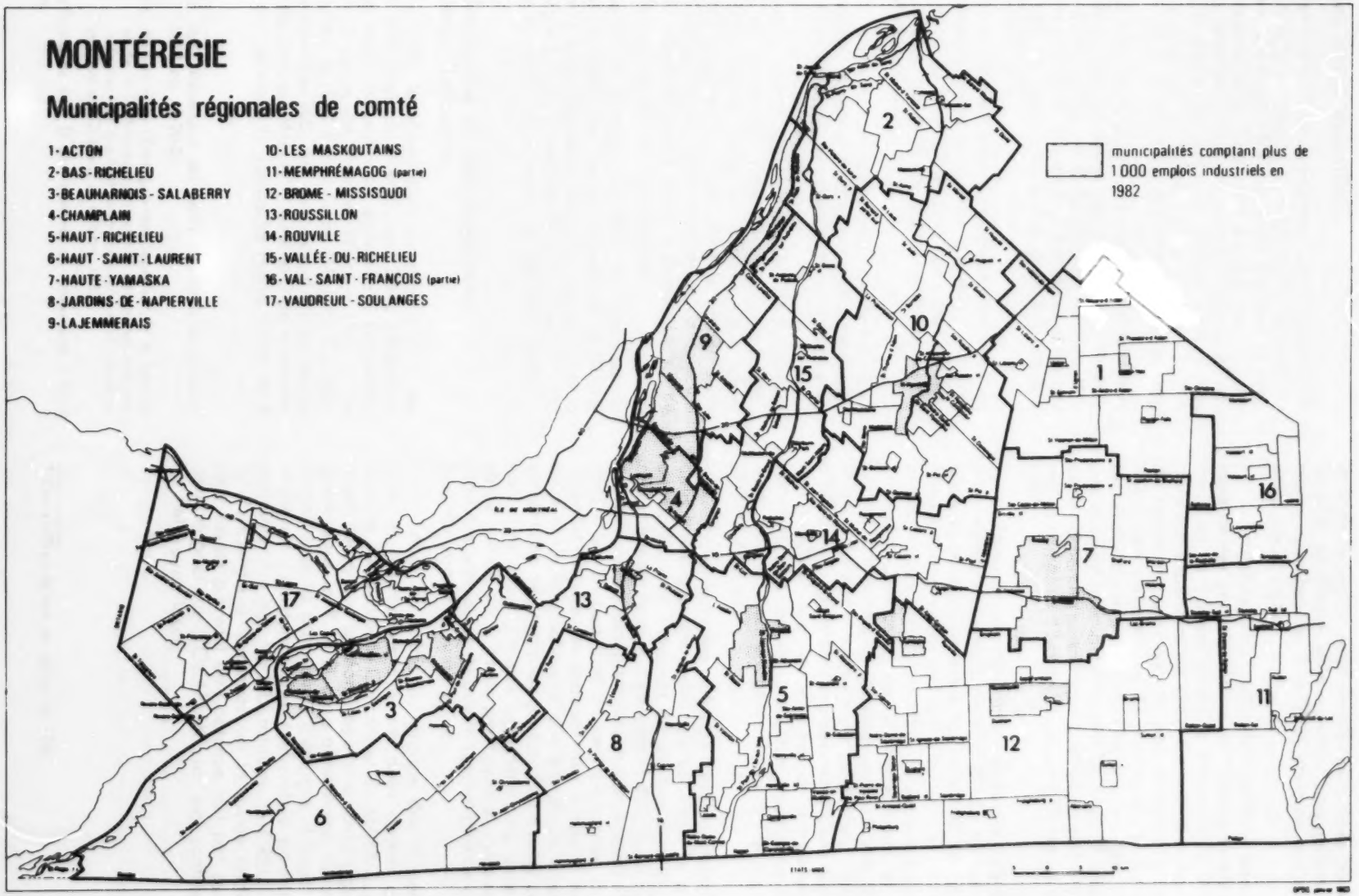
Source: MIC; *Répertoire des entreprises manufacturières 1982-1983, région Richelieu*, Longueuil, juin 1983

MONTÉRÉGIE

Municipalités régionales de comté

1- ACTON
2- BAS-RICHELIEU
3- BEAUHARNOIS - SALABERRY
4- CHAMPLAIN
5- HAUT - RICHELIEU
6- HAUT - SAINT - LAURENT
7- HAUTE - YAMASKA
8- JARDINS-DE-NAPIERVILLE
9- LAJEMMERAIS
10- LES MASKOUTAINS
11- MEMPHRÉMAGOG (partie)
12- BROME - MISSISQUOI
13- ROUSSILLON
14- ROUVILLE
15- VALLÉE-DU-RICHELIEU
16- VAL - SAINT - FRANÇOIS (partie)
17- VAUDREUIL - SOULANGES

municipalités comptant plus de 1 000 emplois industriels en 1982



Les parcs industriels

Selon des statistiques portant sur l'année 1983, la Montérégie comptait 36 parcs industriels, publics ou privés, totalisant 5 590 hectares. De cette surface, 3 330 hectares (59,6 %) étaient occupés par 917 entreprises dont 547 du secteur manufacturier et 370 du secteur tertiaire. Le premier groupe embauchait 37 448 personnes (75,3 %) et le second 12 299 (24,7 %), pour un total de 49 747 (voir tableau 18).

La MRC de Champlain se démarque nettement des autres à tous les points de vue, car elle concentrait dans ses quatre parcs 23,5 % des emplois manufacturiers et 55 % des emplois tertiaires, ainsi que 19,2 % des superficies occupées et 35,8 % de tous les établissements.

Outre la MRC de Champlain, deux autres MRC comptaient une proportion d'emplois tertiaires variant entre 43 % et 52 % dans leurs parcs industriels. Ce sont les MRC de Lajemmerais et de La Vallée-du-Richelieu.

Par ailleurs, huit autres MRC ont rempli leurs parcs industriels surtout en faisant appel à l'entreprise manufacturière puisque dans aucune d'entre elles les emplois tertiaires ne dépassent 15 % de l'emploi total dans les parcs. Ce sont la MRC de Roussillon, les MRC du secteur Richelieu-Yamaska (sauf La Vallée-du-Richelieu) et celles du secteur Appalaches. Quant aux trois parcs situés dans le secteur Sud-Ouest, leur ouverture toute récente, qui a coïncidé avec la récession, suffit pour expliquer qu'ils ne possèdent encore qu'un seul occupant.

Selon les données de 1981*, les occupants et les emplois totalisaient respectivement 966 et 69 870, de sorte que, globalement, les parcs industriels de la Montérégie ont perdu environ 49 occupants et 11 100 emplois au cours de la récession de 1981-1983.

Recherche et développement dans l'industrie

En 1982, la Montérégie comptait 37,4 % des effectifs québécois de R et D, soit 2 648 personnes réparties dans 103 unités de recherche**. Les principales sont celles de Pratt & Whitney (1 415), de l'IREQ (406), de QIT-Fer et titane (101), de CIL (82), et de Bombardier (68), qui concentrent à elles seules 78,2 % de tous les effectifs*** de R et D de la Montérégie (voir tableau 19). Toutes les autres unités de R et D de la région emploient 30 personnes ou moins. En effet, 64 d'entre elles comptent cinq personnes ou moins travaillant en R et D, 21 entre six et dix, et 13 entre dix et trente.

Toutefois, trois unités de R et D ne furent pas répertoriées par le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Science et de la Technologie (MESST) dans son répertoire de 1982. Ce sont le Laboratoire de recherche agricole du gouvernement fédéral à Saint-Jean, qui emploie 40 chercheurs, la station de recherche du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ), avec 35 employés de la recherche scientifique (INRS-Énergie) à Varennes qui emploie 50 chercheurs dont 20 ont un doctorat*.

En termes de répartition régionale, huit des 18 plus importantes unités de R et D (dix personnes et plus) se concentrent dans les trois MRC du secteur Rive-Sud, dont celles de Pratt & Whitney et de l'IREQ, et sept autres dans trois MRC du secteur Richelieu-Yamaska, dont celles de QIT-Fer et titane et de la CIL inc. Par contre, en considérant les unités de R et D qui emploient moins de dix personnes, toutes les MRC de la région sont représentées. Cette atomisation géographique peut être perçue comme une faiblesse significative de la structure scientifique régionale, que ce soit en général, ou à l'intérieur de certains groupes.

Par ailleurs, les unités de R et D se répartissent dans treize groupes industriels sur vingt. Le groupe du matériel de transport est de très loin le mieux représenté en termes d'effectifs (1 496), suivi par les groupes des métaux primaires et des produits électriques avec un peu plus de cent personnes chacun. Viennent ensuite les groupes des produits métalliques et de la machinerie non électrique, avec une soixantaine de personnes chacun. Fait à noter cependant, ces deux groupes comptent cinq unités qui emploient de dix à trente personnes et qui oeuvrent dans des spécialités de pointe susceptibles de contribuer au virage technologique.

Enfin, les unités du groupe des aliments et boissons, combinées avec les deux centres de recherche d'Agriculture Canada et du MAPAQ, pourraient conférer à la Montérégie une posture avantageuse dans la R et D agro-alimentaire. Quant au domaine de la production d'énergie, il importe de souligner l'existence des recherches poursuivies conjointement par les laboratoires de l'IREQ et de l'INRS-Énergie à Varennes sur la fusion nucléaire, cette fusion pouvant être obtenue soit par confinement magnétique (TOKAMAK), soit par confinement inertiel (rayon laser).

---

*Source: MIC, *Répertoire des parcs industriels du Québec, 1982*, pp. 19-20-21.

** Source: Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Science et de la Technologie. *Inventaire des entreprises manufacturières qui font de la recherche et du développement au Québec*, 3e édition, 1982.

*** Les effectifs de R et D sont mesurés en équivalents à plein temps.

* Ces chiffres datent du début de 1985.

La construction

Les statistiques régionales sur l'industrie de la construction pour la période 1981-1984 font ressortir la sévérité de la récession de 1982 au cours de laquelle seule la construction des secteurs public et parapublic a connu une croissance importante (75,8 %). Toutes les autres composantes ont chuté dans des proportions dépassant 30 % de 1981 à 1982; ainsi la construction résidentielle est tombée de 6 203 à 4 001 unités (−35,5 %) et de 86,5 M$ en valeur (−39,9 %). Dans les domaines industriel (−44 %) et commercial (−36,1 %) la chute fut encore plus dramatique (voir tableau 20).

C'est vers le milieu de l'année 1982 que le gouvernement du Québec introduisit son programme Corvée-Habitation afin de stimuler la construction résidentielle tout en favorisant l'accession à la propriété. Les résultats ne tardèrent pas à se refléter dans les statistiques puisque, dans les trois semestres qui suivirent, les unités de logements mises en chantier passèrent successivement à 2 589, 3 987 et enfin 4 176 dans la deuxième moitié de 1983. Le tout semble s'être stabilisé au début de 1984, et un ralentissement est prévisible dans un proche avenir en raison de l'abolition récente du programme.

La construction industrielle a connu une forte reprise durant les deux premiers trimestres de 1983 pour chuter de nouveau par la suite. Par contre, la construction commerciale apporte sa contribution à la reprise économique, ayant connu sa meilleure période dans la deuxième moitié de 1983. Quant à la construction institutionnelle et gouvernementale, elle évolue de façon anticyclique dans la mesure où elle a ralenti son rythme en 1983 pour reprendre son allure au début de 1984, sans doute dû en partie au rythme des travaux sur quelques chantiers importants (voir le chapitre sur le gouvernement provincial).

Annexe statistique

TABLEAU 16:
STATISTIQUES MANUFACTURIÈRES DE LA MONTÉRÉGIE EN 1981

	Établissements		Emplois		Valeur de livraisons	
Divisions de recensement	**N**	**%**	**N**	**%**	**'000 $**	**%**
Bagot	74	4,6	2 708	3,1	441 198	4,8
Beauharnois	77	4,8	7 480	8,6	997 304	10,8
Brome	39	2,4	2 850	3,3	250 915	2,7
Chambly	325	20,4	19 321	22,1	1 561 980	16,8
Châteauguay	51	3,2	1 252	1,4	73 112	0,8
Huntingdon	27	1,7	934	1,1	68 261	0,7
Iberville	54	3,4	1 373	1,6	152 068	1,6
Laprairie	99	6,2	4 909	5,6	500 583	5,4
Missisquoi	77	4,8	4 572	5,2	449 480	4,9
Napierville	28	1,8	598	0,7	70 081	0,8
Richelieu	65	4,1	7 595	8,7	819 862	8,9
Rouville	87	5,5	4 005	4,6	467 749	5,1
Saint-Hyacinthe	142	9,0	5 834	6,7	649 887	7,0
Saint-Jean	103	6,5	6 054	6,9	495 211	5,3
Shefford	190	11,9	10 607	12,2	1 034 721	11,2
Soulanges	17	1,1	533	0,6	63 569	0,7
Vaudreuil	54	3,4	1 138	1,3	119 601	1,3
Verchères	84	5,3	5 523	6,3	1 042 708	11,3
Yamaska (partie)	nd*	—	nd	—	nd	—
Montérégie**	1 594	100	87 286	100	9 258 090	100
Québec	10 915	—	525 843	—	55 449 978	—
Montérégie / Québec en pourcentage	14,6	—	16,6	—	16,7	—

* non disponible

** La division de recensement de Yamaska (partie) est exclue.

Source: Statistique Canada;
a) *Industries manufacturières du Canada: niveaux national et provincial*, n° 31-203, annuel, 1984
b) *Industries manufacturières du Canada: niveaux infraprovincial*, n° 31-209, annuel, 1984

TABLEAU 17:
PORTRAIT DU SECTEUR SECONDAIRE DANS LA MONTÉRÉGIE EN 1984

Groupes industriels	Emplois	Pourcentage du secteur	Pourcentage de l'emploi Québec
Aliments et boissons	15 600	13,1	22,9
Tabac	300	0,3	7,0
Caoutchouc et plastique	4 500	3,8	31,3
Cuir	1 200	1,0	11,9
Textile	9 400	7,9	29,7
Bonneterie	2 200	1,8	20,4
Habillement	8 600	7,2	11,9
Bois	2 600	2,2	8,6
Meubles et articles d'ameublement	3 700	3,1	15,2
Papier	3 700	3,1	8,1
Imprimerie et édition	6 900	5,8	19,8
Première transformation des métaux	11 300	9,5	31,7
Produits métalliques	8 500	7,1	24,0
Machinerie (sauf électrique)	5 400	4,5	26,7
Équipement de transport	11 400	9,6	28,6
Produits électriques	7 500	6,3	22,0
Produits minéraux non métalliques	3 100	2,6	22,1
Produits du pétrole et du charbon	900	0,8	17,3
Industrie chimique	8 000	6,7	28,6
Industrie manufacturières diverses	4 300	3,6	22,5
TOTAL: secteur secondaire	119 100	100	20,6

Source: Dufour, A., op. cit.; vol 3 n° 1, mai 1984, p. 36-37.

TABLEAU 18:
PARCS INDUSTRIELS DE LA MONTÉRÉGIE EN 1983

MRC par secteur	Nombre de parcs	Superficie totale ha	Superficie occupée		Secteur manufacturier		Secteur tertiaire	
			ha	%	occ.*	emplois	occ.*	emplois
Rive-Sud								
Champlain	4	926	640	61,1	140	8 786	188	6 761
Lajemmerais	2	631	485	76,9	90	3 163	93	3 437
Roussillon	6	897	635	70,8	58	4 236	20	700
Richelieu-Yamaska								
La Vallée-du-Richelieu	3	284	153	53,9	29	587	24	561
Le Bas-Richelieu	2	699	204	29,2	30	3 223	15	374
Le Haut-Richelieu	2	378	152	40,2	32	2 914	17	261
Les Maskoutains	2	372	186	50,0	40	2 578	11	190
Rouville	3	31	13	41,9	7	317	0	0
Sud-Ouest								
Beauharnois-Salaberry	1	203	0	0,0	0	0	0	0
Le Haut-Saint-Laurent	0	0	0	0,0	0	0	0	0
Les Jardins-de-Napierville	0	0	0	0,0	0	0	0	0
Vaudreuil-Soulanges	2	97	17	17,5	1	15	0	0
Appalaches								
Acton	1	50	15	30,0	4	1 140	0	0
Brome-Missisquoi	5	290	135	46,6	44	3 180	0	0
La Haute-Yamaska	3	732	469	64,1	87	7 309	2	15
Montérégie**	36	5 590	3 300	59,6	547	37 448	370	12 299

* signifie occupants

** Les MRC de Memphrémagog et du Val-Saint-François n'ont aucun parc industriel dans la partie de leur territoire qui est située dans la Montérégie.

Source: MIC, *Parcs industriels du Québec 1984*, p. 18-19-20.

TABLEAU 19:
UNITÉS DE R ET D COMPTANT DIX PERSONNES ET PLUS DANS LA MONTÉRÉGIE EN 1982

MRC par secteur	Entreprises	Ville	Industrie	Effectifs de R & D*
Rive-Sud				
Champlain	Pratt & Whitney	Longueuil	Matériel de transport	1 415
	Berol inc.	Longueuil	Industries diverses	23
	Mark Hot	Longueuil	Machinerie non électrique	15,8
Lajemmerais	IREQ	Varennes	Production d'énergie	406
	Mecfab	Boucherville	Produits métalliques	12
Roussillon	Amplitrol Electronique	Candiac	Produits électriques	30
	Bistrol Myers	Candiac	Chimie	30
	Electrovert ltée	La Prairie	Machinerie non électrique	10
Richelieu-Yamaska				
La Vallée-du-Richelieu	CIL inc.	McMasterville	Chimie	82
	Cie dynamique avancée	Saint-Bruno	Machinerie non électrique	13
Le Bas-Richelieu	QIT-Fer et Titane	Tracy	Métaux primaires	101
	Poudres métalliques du Québec	Tracy	Produits métalliques	20
	Tioxyde Canada	Tracy	Chimie	13,8
Le Haut-Richelieu	Cie Chimique Clough	Saint-Jean	Chimie	14
	Whestinghouse Canada	Saint-Jean	Machinerie électrique	10,5
Appalaches				
La Haute-Yamaska	Bayly Engineering	Granby	Appareils électriques	22
	Liné Canada	Granby	Machineries à contrôle numérique	12
Le Val-Saint-François	Bombardier inc.	Valcourt	Matériel de transport	68

* En équivalents à plein temps

Source: Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Science et de la Technologie, *Inventaire des entreprises qui font de la recherche et développement au Québec*, 3e édition, 1982.

TABLEAU 20:
VALEUR ESTIMATIVE DE LA CONSTRUCTION* ET NOMBRE D'UNITÉS DE LOGEMENTS MISES EN CHANTIER DANS LA MONTÉRÉGIE, 1981-1984

Catégories analytiques	1981	1982		1983		1984
	janv.-déc.	janv.-juin	juil.-déc.**	janv.-juin	juil.-déc.	janv.-juin
Unités de logement						
• nombre	6 203	1 412	2 589	3 987	4 176	3 166
• variation annuelle en pourcentage	—	—	- 35,5	182,4	61,3	
Valeur des permis de bâtir ('000 $)						
• résidentiel	280 204	70 958	122 761	192 086	199 758	178 257
• variation en %	—	—	- 30,9	170,7	62,7	- 7,2
• industriel	79 971	22 109	20 652	38 799	18 717	14 491
• variation en %	—	—	—	75,5	- 17,4	- 62,6
• commercial	61 924	19 184	20 411	23 038	52 639	32 785
• variation en %	—	—	- 36,1	20,1	157,9	42,3
• institutionnel et gouvernemental	23 285	17 824	23 115	25 712	17 923	39 229
• variation en %	—	—	75,8	44,3	- 22,5	52,6
TOTAL	445 384	130 075	188 939	279 635	289 037	164 762
VARIATION ANNUELLE EN POURCENTAGE	—	—	- 28,4	115,0	53,0	- 5,3

* Valeur des permis de bâtir.

** Le taux de croissance mentionné dans cette colonne est celui de l'ensemble de l'année 1982 par rapport à l'ensemble de 1981, alors que dans les trois autres colonnes il s'agit du taux de croissance du semestre d'une année par rapport au même semestre de l'année précédente.

Source: Dufour, A., *Bulletin régional sur le marché du travail*, MMSR, Longueuil, vol. 1 n° 3, mai 1983, vol. 2 n° 2, novembre 1983, vol. 3 n° 1, mai 1984, vol. 3 n° 3, novembre 1984.

Le secteur tertiaire

Les sujets concernant les secteurs parapublic et public sont abordés aux chapitres sur le secteur parapublic québécois, le gouvernement provincial et le gouvernement fédéral. Quant aux autres domaines du tertiaire, la pénurie chronique de données ne permet d'étudier que la répartition de l'emploi par groupe d'activité. Seul le commerce de détail fait l'objet d'une étude valablement détaillée à l'aide de données disponibles sur les ventes au détail, dans la seconde partie du chapitre.

Les principaux groupes d'activités

Selon une estimation du MMSR pour 1984, un total de 331 400 résidents de la Montérégie exercent un emploi dans le secteur tertiaire (incluant le groupe du bâtiment et des travaux publics avec 22 500 résidents), ce qui représente 70 % de tout l'emploi régional et 16,3 % de l'emploi tertiaire québécois (voir tableau 22). Il faut rappeler cependant qu'environ 86 000 de ces résidents travaillent à l'extérieur de la région, ce qui réduit à environ 245 400 le nombre d'emplois tertiaires effectivement occupés sur le territoire de la Montérégie, soit 12 % du tertiaire québécois. Cette situation traduit l'influence de Montréal à la fois comme pourvoyeur d'emplois tertiaires et comme source d'importation de services.

Les deux principaux groupes, en termes d'emplois occupés par des résidents de la Montérégie, sont d'abord celui du commerce de gros et détail (80 900 en 1984) avec 24,4 % du tertiaire régional et 17,3 % de tout son emploi au Québec, puis celui des transports, communications et autres services publics (41 100) pour lequel ces proportions représentent respectivement 12,4 % et 18,6 %. Trois autres groupes occupent chacun entre 8 et 10 % du tertiaire régional; ce sont les groupes des services médicaux et sociaux (9,9 %), de l'enseignement (9 %) et celui de la finance, de l'assurance et de l'immobilier (8,1 %).

Enfin, un potentiel intéressant réside dans le groupe des services aux entreprises. Ce groupe englobe les activités qualifiées couramment de « tertiaire moteur », les quatre principales étant: le génie-conseil, l'informatique-conseil, la gestion-conseil et la publicité. Ces activités ont la propriété de précéder et d'entraîner la création d'emplois, plutôt que de la suivre. Au moins 13 000 des 17 300 emplois du groupe sont situés sur le territoire même de la Montérégie, ce qui devrait permettre à la région de contribuer d'une façon significative, au cours des années qui viennent, au virage technologique dans le tertiaire moteur.

Le commerce de détail

Niveau régional

Dans la Montérégie en 1983, les ventes au détail ont dépassé les 3,9 G$ au total, comparé à un peu plus de 3,5 G$ en 1981*, pour une augmentation nominale de 10,9 % en deux ans (voir tableau 23). En considérant toutefois l'effet de l'inflation** (17,8 %) et de l'accroissement de population*** durant cette période, le résultat se transforme en une diminution de 9,5 % en termes réels. Pour l'ensemble du Québec, la diminution réelle était évaluée à 8,4 %.

La part relative des ventes totales de la région a légèrement diminué entre 1981 et 1983, passant de 15,7 % à 15,6 % des ventes totales du Québec. Quant aux ventes moyennes par habitant (ou per capita), elles étaient de 3 528 $ en 1983 comparé à 3 310 $ en 1981. Toutefois, leur niveau par rapport à celui de l'ensemble du Québec a légèrement diminué pour passer de 93 % à 91,8 % en deux ans.

Un facteur pouvant expliquer la diminution réelle des ventes au détail est l'augmentation du taux d'épargne chez les consommateurs. Ce taux a augmenté lors de la récession et son effet sur les ventes au détail peut être capté en mesurant, sur une base per capita, le ratio des ventes au détail sur le revenu personnel disponible (voir tableau 8, page 9 pour le RPD). Ce ratio est passé de 38,7 % en 1981 à 34,2 % en 1983 dans la Montérégie, tandis que dans l'ensemble du Québec il diminuait de 44 % à 39,2 %. Il s'agit donc là d'un comportement qui s'est généralisé au cours de la crise.

Par ailleurs, en utilisant le même ratio, il est possible d'estimer l'ordre de grandeur des achats effectués hors de leur région par les résidents de la Montérégie. Si ces derniers avaient effectué leurs achats au détail dans leur région dans les mêmes proportions que l'a fait l'ensemble du Québec (39,2 % du RPD), les ventes au détail de la région seraient plus élevées de 568,9 M$.

Niveau sous-régional

À ce niveau, des données sur les ventes au détail sont disponibles pour les divisions de recensement et pour les villes satellites (voir tableaux 21 et 23). Ces données permettent d'identifier sept pôles

* Pour les données de 1981, voir: Financial Post, *Canadian Markets* 1982.

** Voir l'évolution des prix dans le chapitre sur les revenus.

*** Il s'agit ici de l'accroissement prévu par Statistique Canada et repris par le Financial Post, plutôt que de celui prévu par le BSQ; pour un rappel à ce sujet, voir le revenu personnel disponible dans le chapitre sur les revenus.

commerciaux d'importance où s'effectuent au moins 55 % de toutes les ventes au détail de la région. C'est le cas des villes satellites et de Cowansville, dont l'effet polarisateur transparaît dans les données de leur division respective (Beauharnois, Saint-Hyacinthe, Saint-Jean, Shefford et Missisquoi). Celles-ci affichent toutes un revenu per capita inférieur à la moyenne régionale tandis que leurs ventes au détail per capita sont toujours au-dessus de la moyenne. Seule la division de Richelieu fait exception, avec son revenu et ses ventes sensiblement égaux à la moyenne (101 % et 100,1 %).

Les données pour quatre des villes satellites (et leur agglomération) permettent de constater cet effet plus clairement puisqu'à elles seules les agglomérations de Granby (division Shefford), Saint-Hyacinthe, Saint-Jean et Sorel (division Richelieu) totalisent 940,4 M$ de ventes (24 %) bien qu'elles ne constituent que 18,5 % de la population régionale.

Pour Valleyfield et Cowansville, les données de 1983 ne sont pas disponibles, mais dans les données de 1981, leurs ventes per capita s'élevaient respectivement à 117,3 % et 161,4 % de la moyenne régionale, et rien n'indique que cet état de choses ait pu changer en deux ans.

TABLEAU 21:
DONNÉES SUR LES VENTES AU DÉTAIL DE QUATRE VILLES SATELLITES

	Ventes totales		Per capita	
Agglomérations	**'000 $**	**%**	**$**	**%**
Granby	239 700	6,1	5 113	145,3
Saint-Hyacinthe	253 500	6,5	5 239	148,5
Saint-Jean	259 300	6,6	4 146	117,5
Sorel	187 900	4,8	3 903	110,6
Sous-total	940 400	24,0	4 567	129,5

Source: Financial Post, *Canadian Markets 1984*, pp. 217, 291, 293 et 330.

Annexe statistique

TABLEAU 22:
PORTRAIT DU SECTEUR TERTIAIRE DANS LA MONTÉRÉGIE EN 1984

Groupes d'activité	Emplois	Pourcentage du secteur	Pourcentage de l'emploi Québec
Bâtiment et travaux publics	22 500	6,8	18,8
Transports, communications et autres	41 100	12,4	18,6
Commerce (gros et détail)	80 900	24,4	17,3
Finance, assurance et immobilier	27 000	8,1	18,4
Enseignement	29 800	9,0	16,0
Services médicaux et sociaux	32 900	9,9	13,9
Organisations culturelles	4 400	1,3	13,1
Divertissement et loisirs	4 900	1,5	15,6
Services aux entreprises	17 300	5,2	16,5
Services personnels	12 200	3,7	15,5
Hébergement et restauration	23 200	7,0	14,5
Services divers	7 300	2,2	14,3
Administration publique et défense	27 900	8,4	14,2
TOTAL: secteur tertiaire	331 400	100	16,3

Source: Dufour, A., op. cit., vol. 3 n° 1, mai 1984, p. 36-37.

TABLEAU 23:
VENTES AU DÉTAIL DANS LA MONTÉRÉGIE EN 1983

Divisions de recensement	Ventes totales '000 $	Ventes totales %	Ventes per capita $	Ventes per capita %
Bagot	68 100	1,74	2 465	69,9
Beauharnois	213 100	5,44	3 915	111,0
Brome	36 300	0,93	2 038	57,8
Chambly	1 180 800	30,15	3 741	106,0
Châteauguay	188 100	4,80	3 078	87,2
Huntingdon	45 200	1,15	2 638	74,8
Iberville	53 100	1,36	2 214	62,8
Laprairie	351 000	8,96	3 058	86,7
Missisquoi	137 900	3,52	3 754	106,4
Napierville	73 900	1,63	4 561	129,3
Richelieu	191 900	4,90	3 530	100,1
Rouville	114 000	2,91	2 551	72,3
Saint-Hyacinthe	262 300	6,70	4 574	129,6
Saint-Jean	246 800	6,30	4 282	121,4
Shefford	294 700	7,52	4 047	114,7
Soulanges	48 600	1,24	2 991	84,8
Vaudreuil	151 300	3,86	2 892	82,0
Verchères	265 600	6,78	3 845	109,0
Yamaska (partie)	6 200*	0,16	1 957	55,5
Montérégie	3 918 900	100,00	3 528,15	100,00
Québec	25 071 000	—	3 843,00	—
Montérégie / Québec en pourcentage	15,6	—	91,8	—

* Estimation

Source: Financial Post, *Canadian Markets 1984*, p. 174-177 (Québec) et p. 182-186 (région).

Le dynamisme régional

La Montérégie compte quelques organismes dont les activités ont une portée soit régionale ou locale. C'est cependant à ce dernier niveau que se retrouvent un nombre beaucoup plus important d'organismes dynamiques appelés à jouer un rôle de concertation dans leur milieu respectif. Une dizaine d'entre eux se distinguent nettement des autres quant aux activités réalisées. Celles-ci s'effectuent principalement, soit dans les services à caractère économique ou dans les domaines de la culture, du tourisme et des loisirs.

Services à caractère économique

La Société pour le progrès de la Rive-Sud (SPRS) a tenu son cinquième Salon de la sous-traitance en mai 1984. Cette manifestation annuelle regroupait cette année-là près de 170 exposants répartis entre firmes maîtres d'oeuvre, firmes sous-traitantes et organismes de service. Les rencontres d'affaires qui ont résulté de ce Salon ont été estimées à environ 50 M$. En guise de complément à ce Salon, la SPRS travaille à la mise en opération d'un service de sous-traitance dont le but sera de mettre en présence des entreprises maîtres d'oeuvre et sous-traitantes d'une façon plus soutenue et sur la base d'une étude technique de leurs compatibilités. Pour créer ce mécanisme inédit de développement régional, la SPRS a obtenu une subvention de 195 000 $ répartie sur trois ans, provenant du Fonds de développement régional (FDR) de l'Office de planification et de développement du Québec (OPDQ). À l'automne 1984, la SPRS a publié le « Répertoire des sous-traitants de la Montérégie ».

Par ailleurs, grâce à une autre subvention de 50 000 $ du FDR de l'OPDQ, la Société pour le progrès de la Rive-Sud a mis au point un mécanisme de concertation dont le principal mandat consiste à organiser des tables de concertation au niveau de chacune des 15 MRC de la Montérégie*. La préparation du Sommet économique de la Montérégie, prévu pour 1986, fournira une excellente occasion d'opérationnaliser ce mécanisme et d'en faire un catalyseur du dynamisme régional.

En 1984, la Chambre de commerce de la Rive-Sud, qui compte environ 950 membres, a tenu plusieurs activités intéressantes. Par exemple, la Chambre a créé un groupe de travail ayant pour mandat d'évaluer le rôle économique que pourrait jouer l'aéroport de Saint-Hubert. La Chambre mène aussi une vaste opération de cueillette d'information dans les municipalités de son territoire, afin d'identifier entre autres leur potentiel d'exportation et leurs besoins futurs en main-d'oeuvre (opération « Prête-moi ta plume »).

En matière de promotion, la Chambre a préparé un montage vidéo dans le but de faire connaître son territoire, soit la MRC de Champlain et quatre villes voisines. Ce vidéo, conçu principalement à l'intention des investisseurs éventuels, a été transmis aux 28 délégations du Québec à l'étranger, ainsi que dans une dizaine d'ambassades du Canada. La Chambre anime aussi un kiosque d'information touristique à Longueuil durant les mois d'été. Enfin, elle a créé la Chambre de commerce et d'industrie de la Montérégie (CCIM), au niveau régional, et elle effectue des démarches en vue d'inciter les autres chambres de commerce de la région à y adhérer.

L'Association régionale des commissariats industriels (ARCI) est une association à caractère informel qui regroupe les 14 commissariats de la Montérégie. L'ARCI tient une réunion toutes les six semaines afin de permettre à ses membres de se pencher sur des sujets pertinents pour eux. L'ARCI effectue aussi des activités de représentation, dont les deux principales ont consisté, d'une part, à tenir des rencontres avec les députés fédéraux sur le Programme de développement industriel régional (PDIR) du gouvernement fédéral, et d'autre part à soumettre un mémoire lors de la consultation ministérielle sur le document « *Le Choix des régions* ».

Le Centre de concertation agro-alimentaire du Haut-Richelieu, mis sur pied conjointement par le Conseil économique, l'Office du tourisme et la Chambre de commerce du Haut-Richelieu, a également fait l'objet d'une subvention du FDR de l'OPDQ pour un montant de 100 000 $. Ce montant permet au Centre de faire travailler ensemble, sur environ 18 projets, plusieurs agents économiques oeuvrant sur le territoire de la MRC du Haut-Richelieu. Voici la liste de quelques uns de ces projets: la récupération des surplus d'énergie de certaines industries pour chauffer des serres où seraient produits des fruits et des légumes, la mise sur pied d'entrepôts pour fins de réfrigération et de congélation, la création d'un centre d'interprétation de l'agriculture qui consiste à exploiter une ferme pour des fins éducatives, ainsi que la tenue, en octobre 1984, d'un Salon agro-alimentaire qui avait pour thème principal l'achat local et auquel dix entreprises agro-alimentaires ont participé. Dans tous ces projets le Centre joue surtout un rôle de catalyseur et de soutien technique auprès des divers intervenants du milieu.

Source : SPRS, *La concertation à travers la Montérégie*, Longueuil, février 1984.

Culture, tourisme et loisirs

Le Conseil culturel de la Rive-Sud (CCRS), entre autres activités, a participé à la gestion des programmes régionalisés du MAC, qui ont donné lieu à des subventions totalisant 538 340 $ en 1983-1984*. Le CCRS a aussi organisé, à l'intention des concepteurs et des diffuseurs de la région, un stage de formation en gestion des arts auquel 83 personnes ont pris part. Le CCRS fait partie d'une table de concertation regroupant aussi l'Association touristique régionale Rive-Sud et les trois Conseils régionaux de loisirs (soit Rive-Sud, Richelieu-Yamaska et Sud-Ouest); la principale production de cet organisme est une étude socio-économique de la Montérégie à laquelle ont travaillé 14 personnes durant 28 semaines, grâce à une subvention du Programme d'aide à l'emploi. Par ailleurs, un autre projet digne de mention est celui de la mise en marché des produits culturels de la région, dont le produit final a été une analyse de marché et un guide de sensibilisation au marketing pour les concepteurs.

La Montérégie possède aussi deux Conseils régionaux de loisirs, soit ceux de la Rive-Sud (CRLRS) et de Richelieu-Yamaska (CRLRY). Un troisième organisme de même nature est le Service régional des loisirs du Sud-Ouest (SRLSO). Ce dernier travaille actuellement à la création de mécanismes de concertation et de participation adaptés aux besoins des municipalités de son territoire, tout en poursuivant ses actions de soutien aux organismes de loisirs dans la mise au point de leurs plans de développement.

Le Conseil régional des loisirs de la Rive-Sud (CRLRS) dessert le territoire de sept MRC. Le CRLRS procure de l'expertise aux intervenants du milieu en matière de loisirs et, entre autres activités qu'il a réalisées récemment, il a organisé des colloques et des ateliers de travail à l'intention des intervenants locaux, de concert avec les municipalités. À noter enfin l'organisation d'un stage de formation pour animateurs et coordonnateurs de loisir estival, stage auquel plus de 40 personnes ont participé. Le CRLRS a reçu une subvention de 196 000 $ du MLCP, à laquelle s'ajoutent des revenus autonomes de 33 000 $**.

Le Conseil régional des loisirs de Richelieu-Yamaska (CRLRY), pour sa part, a organisé des stages de formation pour administrateurs bénévoles, ainsi qu'un colloque sur la pratique sportive. Sa principale activité a été cependant la tenue d'un premier Salon du loisir au printemps 1984, au cours duquel les intervenants et les organismes de loisirs de ce territoire ont pu mettre en évidence leurs réalisations et faire la promotion de leurs activités.

L'Association touristique régionale Richelieu-Rive-Sud (ATRRRS) répartit ses nombreuses activités dans trois domaines, soit la promotion, le développement et la concertation. Les principales activités de promotion ont consisté notamment à réaliser un guide touristique pour la zone appelée Richelieu Rive-Sud, et à assurer une représentation de l'ATRRRS à divers salons tenus au cours de l'année, tels le Salon du Camping, le Salon de la Femme, etc. ainsi qu'à des expositions régionales. En matière de développement, les meilleurs exemples à mentionner sont la mise en marche d'une école de voile et d'embarcations à Chambly, l'élaboration de circuits d'intérêt touristique et la création d'un système de réservations et d'information. Enfin, en matière de concertation, l'ATRRRS a notamment favorisé la mise sur pied d'offices du tourisme à Valleyfield et à Saint-Hyacinthe, en plus de dresser un inventaire des divers points d'intérêt, en collaboration avec les municipalités de la région.

---

* *Source:* CCRS, *Rapport de la directrice générale*, présenté à l'assemblée générale des membres, 4 juin 1984.

** *Source:* CRLRS, *États financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 1984*, p. 6.

Le secteur parapublic québécois

Le réseau socio-sanitaire

Le portrait qui suit du réseau socio-sanitaire de la Montérégie fait apparaître une répartition de celui-ci en huit catégories d'établissements. Les deux plus importantes en termes de clientèle rejointe sont les centres hospitaliers publics ainsi que les centres d'accueil et d'hébergement publics (voir tableau 25).

Les centres hospitaliers (CH)

La Montérégie compte 18 CH publics et sept privés en 1984; ceux-ci totalisent 2 257 lits pour des soins de courte durée, soit 2,1 lits par 1 000 habitants, et 1 591 pour des soins de longue durée, soit 1,5 lit par 1 000 habitants. La MRC de Champlain regroupe une bonne part de ce réseau sur son territoire, avec quatre CH privés et trois publics pour des moyennes respectives de 3,1 et 1,4 lit par 1 000 habitants, selon qu'il s'agisse des lits de courte durée (882) ou de longue durée (383). Pour les autres MRC significativement pourvues, leurs nombres de places par 1 000 habitants figurent ci-dessous.

TABLEAU 24:
NOMBRE DE PLACES DANS LES CENTRES HOSPITALIERS DES PRINCIPALES MRC EN 1984

	Courte durée		Longue durée	
MRC	N	/1 000 H.	N	/1 000 H.
Champlain	882	3,1	383	1,4
Les Maskoutains	330	5,0	520	7,8
Le Bas-Richelieu	221	4,0	236	4,3
Brome-Missisquoi	111	2,5	97	2,2
La Haute-Yamaska	185	3,0	109	1,8
Beauharnois-Salaberry	198	3,4	45	0,8
Le Haut-Richelieu	247	3,1	62	0,8

Source: CRSSS de la Montérégie, *Liste d'établissements*, 1984

Il ressort de ces chiffres que la MRC des Maskoutains est la mieux équipée en nombre de places par 1 000 habitants; elle est suivie de près par la MRC du Bas-Richelieu. Les MRC de Brome-Missisquoi et de La Haute-Yamaska maintiennent pour leur part une dotation supérieure à la moyenne régionale, tandis que les MRC de Beauharnois-Salaberry et du Haut-Richelieu sont pauvres en place pour soins prolongés.

Pour l'ensemble de la région cependant, la moyenne de 2,1 lits pour les séjours de courte durée par 1 000 habitants se situe passablement en deçà de la norme du ministère des Affaires sociales (MAS). Cette norme est de 3,48 lits par 1 000 habitants dont 0,3 lit en psychiatrie. Même si trois des six MRC mentionnées antérieurement satisfont à cette norme ou la dépassent, paraissant ainsi mieux équipées que les autres, cela ne signifie pas pour autant qu'elles soient plus favorisées, puisque le bassin de clientèle des établissements de leur territoire peut déborder considérablement les limites de la MRC proprement dite.

Pour les places de soins prolongés, le MAS a récemment établi une norme combinant à la fois les places dans les centres d'accueil d'hébergement et les lits pour soins prolongés. Cette norme est de 5,8 places par 100 personnes âgées de 65 ans et plus. L'analyse de ce sujet est présentée dans la partie suivante.

Les centres d'accueil (CA)

Ces établissements se répartissent en deux catégories: les centres d'accueil d'hébergement (CAH) et les centres d'accueil de réadaptation (CAR). Les 17 CAR s'adressent à cinq types de clientèles, et on peut constater dans le tableau 25 que les handicapés mentaux (1 376) constituent à eux seuls 68,6 % de la clientèle desservie.

Les 75 CAH sont à la disposition des personnes âgées de la région. Selon qu'ils sont publics (37) ou privés (38), ils totalisent respectivement 3 623 et 1 368 places, pour un total de 4 991 places. En ajoutant à ce total le nombre de places en centres hospitaliers pour soins de longue durée (1 591), la moyenne s'établit à 7,6 places d'hébergement par 100 personnes âgées de 65 ans et plus. La région dans son ensemble se situe ainsi au-delà de la norme visée par le MAS, qui est de 5,8 (voir tableau 26).

Toutefois, cette moyenne recouvre des disparités entre MRC dans la dotation pour ce type de ressource. En effet, les quatre MRC qui entourent la MRC de Beauharnois-Salaberry ont toutes une moyenne en deçà de la norme du MAS. Ce sont les MRC de Vaudreuil-Soulanges, du Haut-Saint-Laurent, des Jardins-de-Napierville et de Roussillon.

À l'opposé, trois MRC du secteur Richelieu-Yamaska forment la zone la plus favorisée dans ce domaine, avec des dotations moyennes comprises entre dix et seize places pour 100 personnes âgées. Ce sont les MRC du Bas-Richelieu, des Maskoutains et de Rouville.

Les autres établissements et ressources

La Montérégie compte seize Centres locaux de services communautaires (CLSC), et quatre autres

étaient en cours d'implantation* au mois de mars 1984, soit ceux de Saint-Hyacinthe, de Sorel-Tracy, de La Vallée-des-Forts (Iberville) et de La Vallée-du-Richelieu (Beloeil). Les Départements de santé communautaire (DSC) couvrent un territoire pouvant inclure entre cinq et sept CLSC; les quatre CH qui disposent d'un DSC sont ceux du Haut-Richelieu (Saint-Jean), de Valleyfield, Honoré-Mercier (Saint-Hyacinthe) et Charles-Lemoyne (Saint-Lambert). Mentionnons enfin le Centre des services sociaux Richelieu (CSSR), dont le siège social est à Longueuil, et qui compte cinq succursales.

Quant aux ressources légères, elles jouent un rôle important dans le système socio-sanitaire régional. Certaines sont reliées à un centre hospitalier (centre de jour en psychiatrie, lits d'observation à l'urgence, etc.) mais les principales sont reliées à des foyers de groupe, à des ateliers protégés (SAHT), et à des familles d'accueil. Quant au réseau des services de garde à l'enfance, l'on évaluait à 2 891 le nombre de places autorisées dans des garderies et à 1 111 celles existant en milieu scolaire** au mois de mars 1983.

Statistiques financières pour 1983-1984

Les statistiques sur les revenus et dépenses des établissements du réseau socio-sanitaire régional font bien ressortir le rôle économique que joue ce réseau. Celui-ci a dépensé 416,5 M$ pendant l'année financière 1983-1984, soit 13,5 % de plus que l'année précédente (voir tableau 27). De ce montant, 379,4 M$ (90,9 %) provenaient du ministère des Affaires sociales. Les principaux projets actuellement prévus ou en cours sont la construction d'un CH de 250 places à Châteauguay, au coût de 44 M$, dont l'ouverture est prévue pour 1986, ainsi que le réaménagement d'une partie du CH de Valleyfield (près de 8 M$), la construction du siège social de quatre CLSC (environ 8,6 M$), enfin la création de 84 places pour mésadaptés socio-affectifs (MSA) au CAR de Val-Séjour, près de Valleyfield (5 M$)***.

Le réseau éducatif

Les données les plus récentes disponibles sur le réseau éducatif remontent à 1981-1982. Il en ressort toutefois que près de 18 % de la population régionale est formée par des élèves du primaire et du secondaire, et qu'à l'exception du primaire public (1,3 %), les autres catégories ont connu des baisses de clientèle par rapport à l'année 1980-1981. La plus importante est celle du secondaire catholique (−2,6 % ou 1 844 élèves) (voir tableau 28). Le nombre d'établissements scolaires a aussi varié dans le même sens puisque par rapport à l'année précédente, il y avait huit écoles primaires catholiques de plus, tandis que du côté des secteurs du primaire protestant, du secondaire catholique, ainsi que des écoles privées, il y avait dans chaque cas deux écoles de moins qu'en 1980-1981. Au secondaire protestant par ailleurs, la diminution nette était de sept écoles.

La Montérégie compte deux établissements à caractère presque unique. Il s'agit de l'Institut de technologie agricole et alimentaire (578 étudiants de niveau collégial) et de l'École de médecine vétérinaire, affiliée à l'Université de Montréal, tous les deux situés à Saint-Hyacinthe. De plus, l'implantation récente de deux sous-centres de l'UQAM à Saint-Jean et à Valleyfield semble refléter le besoin prochain, sinon déjà existant, d'une dispensation plus poussée de l'enseignement universitaire dans la Montérégie.

L'importance économique considérable du réseau est reflétée par le volume des dépenses auxquelles il donnait lieu en 1981-1982, soit 803 M$, soit une hausse de 15,4 % sur l'année scolaire précédente (voir tableau 29). De ce montant, 40,6 M$ (ou 5,1 %) ont servi à financer des immobilisations, soit une augmentation de 36,2 % en un an. Il s'agit là cependant d'une augmentation en termes nets puisque le montant des immobilisations des commissions scolaires augmentait de 82,9 %, alors que celui des immobilisations des cégeps diminuait de 44,9 %. À noter enfin la part relative très élevée (91,4 %) des subventions du ministère de l'Éducation (MEQ) dans les revenus des institutions d'enseignement de la région.

---

* *Source:* CRSSS de la Montérégie, *Liste d'établissements*, 1984.

** *Source: La Montérégie: connaissance régionale*, p. 202.

*** *Source:* CRSSS de la Montérégie, *État des besoins: projets régionaux 1985-1986*, Longueuil, juin 1984.

Annexe statistique

TABLEAU 25:
LE RÉSEAU SOCIO-SANITAIRE DE LA MONTÉRÉGIE EN 1984

Catégories d'établissements	Nombre d'établissements	Bénéficiaires	
		Nombre	%
Centres hospitaliers publics:	18*	3511	100
• courte durée: soins généraux		184	5,2
• courte durée: soins spécialisés		1913	54,5
• soins prolongés		1135	32,3
• soins psychiatriques			
• courte durée		150	4,3
• long terme		129	3,7
Centres hospitaliers privés:	7	337	100
• courte durée: soins généraux		10	3,0
• soins prolongés		327	97,0
Centres d'accueil publics de réadaptation:	17	2006	100
• handicapés physiques		53	2,6
• handicapés physiques et mentaux		300	15,0
• handicapés mentaux		1376	68,6
• mésadaptés socio-affectifs		257	12,8
• alcoolisme et toxicomanies		20	1,0
Centres d'accueil publics d'hébergement:	37**	3623	100
• pavillons		271	7,5
• hébergement		3352	92,5
Centres d'accueil privés d'hébergement	38	1368	100
CLSC:	20		
• existants	16		
• en implantation	4		
Centres des services sociaux:			
• siège social	1		
• succursales	5		
Départements de santé communautaire (DSC)	4		

* Un 19e sera le centre hospitalier de Châteauguay, qui est en voie d'implantation.

** Dont deux font partie d'un centre hospitalier public.

Source: CRSSS de la Montérégie, *Liste d'établissements*, 1984

TABLEAU 26:
NOMBRE DE PLACES EN SOINS PROLONGÉS ET EN CENTRES D'ACCUEIL D'HÉBERGEMENT (CAH) DANS LA MONTÉRÉGIE EN 1984

MRC par secteur	Places de soins prolongés	Places de CAH	Total	Places par 100 personnes âgées
Rive-Sud				
Champlain	383	1 168	1 551	8,5
Lajemmerais	0	261	261	8,5
Roussillon	33	258	291	5,2
Richelieu-Yamaska				
La Vallée-du-Richelieu	57	286	343	6,0
Le Bas-Richelieu	236	314	550	10,8
Le Haut-Richelieu	62	472	534	7,3
Les Maskoutains	520	329	849	11,0
Rouville	0	371	371	15,5
Sud-Ouest				
Beauharnois-Salaberry	45	382	427	7,2
Le Haut-Saint-Laurent	5	75	80	2,8
Les Jardins-de-Napierville	0	100	100	5,2
Vaudreuil-Soulanges	44	222	266	4,7
Appalaches				
Acton	0	129	129	7,8
Brome-Missisquoi	97	302	399	7,1
La Haute-Yamaska	109	281	390	7,0
Le Val-Saint-François	0	41	41	6,3
Memphrémagog	0	0	0	0
Montérégie	1 591	4 991	6 582	7,6

Sources: 1. CRSSS de la Montérégie, *Liste d'établissements*, 1984
2. Tableau 1, chapitre 1.

TABLEAU 27:
REVENUS ET DÉPENSES PRÉVUS POUR 1982-1983 ET RECONDUCTIONS BUDGÉTAIRES EN 1983-1984 POUR LES ÉTABLISSEMENTS DE LA MONTÉRÉGIE, PAR CATÉGORIE D'ÉTABLISSEMENTS

Catégorie d'établissements	Dépenses			Revenus			Contribution du M.A.S.		
	1982-1983	1983-1984	% Var.	1982-1983	1983-1984	% Var.	1982-1983	1983-1984	% Var.
Centres hospitaliers (CH)	228 096 114	260 280 900	14,1	16 125 420	19 157 700	18,8	211 969 901	241 123 200	13,8
Centres d'accueil et d'hébergement (CAH)	47 825 386	51 841 100	8,4	14 741 226	17 211 800	16,8	33 084 160	34 629 300	4,7
Centres d'accueil et de réadaptation (CAR)	48 447 863	52 048 700	7,4	653 646	685 900	4,9	47 778 505	51 362 800	7,5
Centre des services sociaux Richelieu (CSS)	23 232 319	29 615 000	27,5	28 400	28 400	0,0	23 122 397	29 586 600	28,0
Centres locaux de services communautaires (CLSC)	19 439 159	22 763 800	17,1	98 682	83 200	– 15,7	19 340 477	22 680 600	17,3
TOTAL	367 040 841 100	416 549 500 100	13,5	31 647 374 8,6	37 167 000 9,1	17,4	335 295 400 91,4	379 382 500 90,9	13,1

Source: CRSSS de la Montérégie, compilation spéciale.

TABLEAU 28:
LE RÉSEAU ÉDUCATIF DE LA MONTÉRÉGIE DURANT L'ANNÉE SCOLAIRE 1981-1982

Secteur	Nombre d'établissements	Nombre d'élèves	
		Total	Var. en %*
Primaire catholique	312	107 650	0,9
Primaire protestant	39	9 949	6,0
Secondaire catholique	79	67 914	– 2,6
Secondaire protestant	11	9 250	– 1,6
Écoles privées**	31	12 894	– 1,7
Collégial***	8	15 757	– 0,2
Universitaire			
• École de médecine vétérinaire	1	nd	—
• sous-centres de l'UQAM****	2	nd	—

* Par rapport à l'année scolaire précédente.

** Dont 11 261 élèves au seul niveau secondaire.

*** Incluant l'Institut de technologie agricole et alimentaire de Saint-Hyacinthe (578) ainsi qu'un cégep anglophone à Saint-Lambert (2 157).

**** Situés l'un à Saint-Jean, l'autre à Valleyfield.

Source: MEQ: *Répertoire des organismes et des écoles, 1981-1982*

TABLEAU 29:
STATISTIQUES FINANCIÈRES CONNUES DU RÉSEAU ÉDUCATIF DE LA MONTÉRÉGIE POUR 1981-1982, EN MILLIERS DE DOLLARS

	Commissions scolaires (primaire et secondaire)	CEGEP	Institutions privées
Revenu total	702 968	82 222	nd
• Subvention du gouvernement du Québec	660 314	73 650*	25 800**
• imposition locale	26 534	nsp	nsp
• autres revenus	16 120	8 572	nd
Dépenses totales	725 260	77 982	nd
• fonctionnement	690 709	71 914	—
• immobilisations	34 551	6 068	—

nd: non disponible
nsp: ne s'applique pas

* Dans le cas du campus de Saint-Lambert, il a fallu estimer sa part de la subvention au prorata de sa clientèle (2 157) dans le réseau total (4 084) du Collège régional Champlain (anglophone).

** Estimé en appliquant les subventions per capita à la clientèle des institutions reconnues pour fins de subventions et de celles déclarées d'intérêt public, lesquelles comptaient pour 98,1 % (12 643) de la clientèle des institutions privées en 1981-1982.

Source: MEQ: *Statistiques financières des organismes d'enseignement, 1981-1982.*

Le gouvernement provincial

L'incidence économique de la Fonction publique du Québec peut être appréciée avec d'autant plus de précision que, outre sa configuration structurale et ses interventions de développement, ses effectifs et sa masse salariale dans la Montérégie sont connus.

La structure gouvernementale

Les 28 ministères et organismes présents dans la Montérégie ont un total de 173 points de service (bureaux et autres), répartis dans 40 municipalités. Parmi ces points de service, il y a quinze bureaux régionaux, soit huit bureaux pour sept ministères (le MAPAQ en a deux, un à Saint-Hyacinthe et un à Châteauguay), et sept bureaux pour des organismes. De plus, trois organismes ont, à Longueuil, un bureau d'envergure supra-régionale, c'est-à-dire desservant un territoire encore plus étendu que la Montérégie elle-même (voir La présence des mandataires).

Cette structure gouvernementale fait ressortir le rôle implicite de capitale régionale joué par la ville de Longueuil avec onze bureaux régionaux et trois bureaux supra-régionaux, ainsi que celui de palier sous-régional joué par les cinq villes satellites, avec des points de service ayant une portée sous-régionale ou locale. Vers la mi-novembre 1984, 24 des 28 ministères et organismes composant cette structure procuraient du travail à 3 450 personnes et leur payaient une masse salariale totalisant près de 90,8 M$ sur une base annuelle. Deux municipalités comptent chacune plus de 15 % de ces effectifs et de cette masse salariale: ce sont Longueuil et Saint-Hyacinthe (voir tableau 31). L'importance de Longueuil provient principalement de ses bureaux régionaux en plus de ceux assurant une desserte uniquement locale. Par ailleurs, si Saint-Hyacinthe occupe le premier rang c'est qu'en plus de son rôle de palier sous-régional comme les autres villes satellites, elle joue un rôle de premier plan pour le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ). À lui seul, ce ministère y emploie 326 personnes dans un vaste complexe incluant notamment un bureau régional, un centre d'inspection des aliments, une station de recherche, des laboratoires divers et l'Institut de technologie agricole et alimentaire (ITAA).

Les quatre autres villes satellites ont des tailles d'effectifs et de masse salariale compatibles avec leur rôle de palier administratif sous-régional, et totalisent plus de 20 % des effectifs et des salaires payés. Parmi les centres intermédiaires et autres localités, certains affichent des nombres et des montants assez élevés tout en n'ayant que deux ou trois ministères présents parce que certaines unités administratives (ex.: poste de la SQ, bureaux de district et sous-centres de voirie du MTQ) emploient souvent plusieurs dizaines de personnes.

Quant aux quatre ministères et organismes qui ne sont pas compris dans les données des tableaux 31 et 32, notons d'abord le ministère des Affaires culturelles (MAC), dont la présence régionale se limite au parc historique de la Pointe-du-Moulin (à l'Île Perrot), lequel n'est ouvert que durant les mois d'été. Les trois autres organismes ont en commun d'être financés par des cotisations perçues de façon autonome auprès des employeurs (CSST, OCQ) et des automobilistes (RAAQ), ce qui les amène vraisemblablement à gérer eux-mêmes leurs effectifs sans transiger avec l'Office des ressources humaines (ORH).

Les effectifs et la rémunération annuelle de ces trois organismes en 1984 pour l'ensemble de la Montérégie sont résumés ci-après, pour fins de comparaison avec les autres mandataires gouvernementaux.

TABLEAU 30:
EFFECTIFS ET RÉMUNÉRATION
DANS TROIS ORGANISMES AUTONOMES
PRÉSENTS DANS LA MONTÉRÉGIE EN 1984

Organismes	Effectifs totaux N	Rémunération totale $
CSST	216	5 864 000
OCQ	68	1 462 000
RAAQ	67	1 428 600
TOTAL	351	8 754 600

Source: compilation spéciale de chacun des organismes

Les 68 employés de l'OCQ travaillent tous au bureau régional à Brossard et 209 employés de la CSST (sur 216) travaillent au bureau régional de Longueuil. Quant aux 67 employés de la RAAQ, dont les bureaux locaux de la Montérégie relèvent d'un bureau régional situé à Montréal (et couvrant tout l'ouest du Québec), il a fallu estimer au prorata de la masse salariale leur répartition entre Longueuil (23), Granby (11), Saint-Jean (11), Saint-Hyacinthe (8), Valleyfield (7) et Sorel (7). Ensemble, ces trois organismes viennent ajouter une contribution d'environ 10 % à l'incidence économique de la présence gouvernementale dans la région, tant en termes d'effectifs que de rémunération.

La présence des mandataires

Parmi les 24 ministères et organismes étudiés ci-après, il y en a cinq qui se distinguent nettement

des autres par leur taille d'effectifs, ainsi que par la rémunération qu'ils dispensent: ce sont les ministères des Transports (MTQ), de la Justice (MJQ), de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ), de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu (MMSR) et enfin la Sûreté du Québec (SQ). À eux seuls, ils engagent 88,6 % des effectifs et contribuent 87,8 % de la rémunération (voir tableau 32). De plus, ils sont les seuls à assurer une présence significative dans des municipalités autres que Longueuil et les villes satellites, cette déconcentration géographique étant nécessaire pour l'accomplissement normal de leurs fonctions. Parmi eux, seule la SQ n'a pas de bureau régional dans la Montérégie.

Quant aux 19 autres ministères et organismes, aucun n'atteint 2 % des effectifs ni de la rémunération. Huit d'entre eux ont leur bureau régional à Longueuil pour desservir la Montérégie; ce sont les ministères de l'Éducation (MEQ) et de l'Industrie et du Commerce (MIC), la Régie des assurances agricoles (RAAG), la Société immobilière du Québec (SIQ), ainsi que les Offices de la protection du consommateur (OPC), de la langue française (OLF) et des personnes handicapées du Québec (OPHQ), et l'Office de planification et de développement du Québec (OPDQ).

Trois organismes constituent des cas particuliers; ce sont la Commission de la protection du territoire agricole (CPTAQ), dont le bureau de Longueuil dessert beaucoup plus que la Montérégie, la Régie du logement (RL) dont le bureau régional de Longueuil dessert les deux régions de la Montérégie et de l'Estrie, et l'Office des services de garde à l'enfance (OSGE) dont le bureau, également situé à Longueuil, constitue le siège social.

De plus, six ministères desservent la Montérégie à partir de bureaux locaux relevant d'un bureau régional situé à Montréal. Ce sont les ministères du Loisir, de la Chasse et de la Pêche (MLCP), de l'Habitation et de la Protection du consommateur (MHPC), de l'Environnement (MENVIQ), des Communications (MCQ), de l'Énergie et des Ressources (MER) et du Tourisme (MTOUR). Enfin, deux organismes desservent la région à partir de bureaux locaux relevant directement du bureau central de Québec: ce sont l'Office du crédit agricole (OCA) et la Régie des grains (RG).

Toutefois, comme le découpage territorial varie d'un ministère à l'autre, il arrive que pour certains d'entre eux des points de services situés dans une partie de la Montérégie (par exemple à Granby, Cowansville ou Waterloo) relèvent d'un bureau régional pouvant être situé à Sherbrooke (ex.: MAPAQ, MENVIQ, MTQ) ou même à Drummondville (MTQ). Notons enfin que parmi les 19 ministères et organismes ayant moins de 2 % des effectifs régionaux, deux seulement ont quelques employés travaillant ailleurs qu'à Longueuil ou dans les villes satellites: ce sont le MLCP (Boucherville, Saint-Bruno, Lac Brome) et le MTOUR (Lacolle, Rivière Beaudette), avec respectivement trente et quatre employés.

Des interventions de développement

D'après un recensement des interventions du gouvernement du Québec ayant un caractère de développement (plutôt que de fonctionnement), le MENVIQ figure au premier rang avec son programme d'assainissement des eaux. Sa contribution, telle qu'estimée en 1983-1984, compte pour 34,8 % du total régional, et elle pourrait monter à 55,1 % en 1984-1985 alors que des travaux financés par ce programme seront entrepris ou poursuivis dans au moins trente municipalités de la région. Environ le quart de ce montant de 122,8 M$ se rattache à des conventions signées en avril 1984 avec les six municipalités de la MRC de Champlain ainsi qu'avec Boucherville. Celles-ci prévoient un ensemble de travaux devant totaliser 259,8 M$ et se poursuivre jusqu'en décembre 1992. On a estimé à près de 30 M$ la part des travaux susceptibles d'être effectués en 1984-1985 (voir tableau 33).

Au deuxième rang vient le MAPAQ dont les divers programmes annuels d'aide à l'agriculture contribuent un autre 23 % des interventions de 1983-1984, mais qui voit sa part descendre à 11,2 % l'année suivante tout en glissant au troisième rang. Ceci résulte du fait que les données du CRSSS pour 1984-1985 sont disponibles, et que les projets envisagés par cet organisme le placent au second rang.

Dans une autre catégorie, on retrouve le MTQ et le MMSR. Le premier prévoit porter la valeur de ses interventions de 9,4 à 12,3 M$ (31,2 %), celles-ci se composant surtout de travaux de voirie municipale et régionale, mais aussi de certains projets spéciaux consistant en des améliorations ou des prolongements à des routes principales et à des autoroutes. Le second pourrait, quant à lui, faire passer ses interventions de 11,2 à 5 M$.

Enfin, il faut mentionner l'OPDQ, avec ses deux programmes FDR et PECEC. Les interventions de cet organisme ont atteint 6,8 M$ en 1984-1985.

Du côté des sociétés d'État, la pauvreté des informations disponibles ne permet de mentionner que trois cas importants*: d'abord celui de la Raffinerie de sucre du Québec, avec son investissement de 32 M$ (1980-1984) à Mont Saint-Hilaire, Hydro-Québec, qui agrandit son siège régional de Saint-Hyacinthe au coût de 15 M$ (juin 1983 — décembre 1984), enfin Gas Intercité, qui a investi 50 M$ (1983-1984) pour prolonger son gazoduc vers l'Estrie.

* *Source:* Dufour, A., *Bulletin régional sur le marché du travail*, vol. 2, n° 3, février 1984.

Annexe statistique

TABLEAU 31 :
EFFECTIFS ET MASSE SALARIALE DU GOUVERNEMENT PROVINCIAL DANS LA MONTÉRÉGIE AU 12 NOVEMBRE 1984, SELON LES MUNICIPALITÉS

Municipalités	Nombre de ministères ou organismes	Effectifs		Masse salariale	
		N	%	$	%
Longueuil	16	528	15,3	14 478 243	16,0
Saint-Hyacinthe	13	668	19,4	18 460 936	20,3
Granby	12	194	5,6	5 209 751	5,7
Valleyfield	8	184	5,3	4 985 033	5,5
Sorel	6	169	4,9	4 255 438	4,7
Saint-Jean	12	160	4,6	4 837 042	5,3
Waterloo	2	205	5,9	5 154 913	5,7
Boucherville	2	131	3,8	2 987 587	3,3
Ormstown	1	123	3,6	2 733 653	3,0
Cowansville	4	122	3,5	3 257 129	3,6
Napierville	2	108	3,1	2 485 049	2,7
Marieville	4	97	2,8	2 516 302	2,8
Iberville	3	96	2,8	2 280 383	2,5
Vaudreuil	4	92	2,7	2 299 846	2,5
Brossard	2	86	2,5	2 113 854	2,3
Sainte-Julie	2	55	1,6	1 729 515	1,9
Châteauguay	3	54	1,6	1 350 968	1,5
Huntingdon	4	49	1,4	1 322 732	1,5
Candiac	1	46	1,3	1 496 317	1,6
Côteau-du-Lac	2	41	1,2	973 345	1,1
Bedford	3	32	0,9	723 881	0,8
Saint-Bruno	2	31	0,9	748 686	0,8
La Prairie	2	31	0,9	702 639	0,8
Sainte-Martine	3	30	0,9	890 777	1,0
Autres municipalités (11)	7	119	3,5	3 229 140	3,6
TOTAL	24	3 450	100	90 772 886	100

Source: Office des ressources humaines (ORH), compilation spéciale.

TABLEAU 32 :
EFFECTIFS ET MASSE SALARIALE DU GOUVERNEMENT PROVINCIAL DANS LA MONTÉRÉGIE AU 12 NOVEMBRE 1984, SELON LES MANDATAIRES

Ministères et organismes	Effectifs				Masse salariale	
	Perm.	Occ.	Total	%	$	%
Transports (MTQ)	857	66	923	26,8	20 862 248	23,0
Justice (MJQ)	632	72	704	20,4	19 030 291	21,0
Agriculture, Pêcheries et Alimentation (MAPAQ)	416	107	523	15,2	15 005 050	16,5
Main-d'oeuvre et Sécurité du revenu (MMSR)	293	162	455	13,2	10 442 593	11,5
Sûreté du Québec (SQ)	437	10	447	13,0	14 368 444	15,8
Office des services de garde à l'enfance (OSGE)	48	11	59	1,7	1 758 263	1,9
Commission de la protection du territoire agricole (CPTAQ)	41	14	55	1,6	1 616 509	1,8
Loisir, Chasse et Pêche (MLCP)	36	19	55	1,6	1 415 679	1,6
Éducation (MEQ)	28	4	32	0,9	1 076 764	1,2
Office du crédit agricole (OCA)	28	4	32	0,9	847 475	0,9
Habitation et Protection du consommateur (MHPC)	23	3	26	0,8	653 893	0,7
Régie du logement (RL)	22	3	25	0,7	617 064	0,7
Industrie et Commerce (MIC)	21	0	21	0,6	732 797	0,8
Régie des assurances agricoles du Québec (RAAG)	13	3	16	0,5	490 287	0,5
Office de planification et de développement du Québec (OPDQ)	5	11	16	0,5	464 207	0,5
Environnement (MENVIQ)	12	2	14	0,4	335 728	0,4
Communications (MCQ)	11	1	12	0,3	285 721	0,3
Société immobilière du Québec (SIQ)	8	2	10	0,3	223 404	0,2
Office de la protection du consommateur (OPC)	7	2	9	0,3	181 496	0,2
Autres ministères ou organismes (5)*	6	10	16	0,5	364 974	0,4
TOTAL	2 944	506	3 450	100	90 772 886	100

* Ce sont le ministère de l'Énergie et des Ressources (MER), la Régie des grains (RG), l'Office de la langue française (OLF), l'Office des personnes handicapées (OPHQ) et le ministère du Tourisme (MTOUR).

Source: Office des ressources humaines, compilation spéciale.

TABLEAU 33:
MONTANTS CONSACRÉS À DES INTERVENTIONS DE DÉVELOPPEMENT RÉALISÉES EN 1983-1984 OU PRÉVUES POUR 1984-1985, SELON LES MANDATAIRES

Ministères ou organismes	Description	Interventions réalisées en 1983-1984	Projets prévus ou en cours 1984-1985
MAC	Site archéologique et musée	nd	1 278 000
MAM	Programme PAIRA	787 300	2 630 700
MAPAQ	Programmes agricoles annuels	27 300 000	25 000 000
MAS — CRSSS	Constructions, rénovations et réaménagements	nd	25 546 000
MCQ	Création d'emplois	240 000	120 000
MENVIQ	Programme d'assainissement des eaux	41 403 000	122 766 000
MEQ	Modernisation d'équipement, rénovations et constructions	18 457 250	22 050 950
MER	Aide à l'industrie du bois, modernisation pâtes et papiers	15 000	79 875
MIC	Projets ponctuels et programmes continus	418 449	336 343
MJQ	Palais de justice à Longueuil (1983-1988)	48 900	807 300
MLCP	Aménagements divers	300 000	360 000
MMSR	Programmes de création d'emplois	11 233 163	5 064 780
MTQ	Multiples réfections et aménagements de voirie	9 409 300	12 344 200
OPDQ	Projets du FDR	1 727 360	2 943 400
	Projets du PECEC	6 192 700	3 864 800
SIQ	Améliorations à divers édifices	1 387 666	536 175
TOTAL		118 920 088	225 728 523

Source: Relevés fournis par les directeurs régionaux membres de la CAR-Montérégie. Pour le MJQ, les informations ont été fournies par la SIQ, et pour l'OPDQ les données proviennent des statistiques internes sur le FDR et le PECEC.

Le gouvernement fédéral

La structure actuelle

Dans la Montérégie, il y a seize ministères et organismes fédéraux répartis dans 36 municipalités. Les ministères les plus représentés sont ceux du Revenu et de l'Emploi et Immigration. Le ministère de l'Agriculture opère une station de recherche agricole et une ferme expérimentale, en plus de ses cinq sites d'inspection des aliments. Le ministère de l'Environnement, par l'intermédiaire de Parcs Canada, gère quatre sites historiques, dont le Fort Chambly et le Fort Lennox de l'Île-aux-Noix. Quant au ministère du Revenu, sa structure comprend surtout des postes de douanes situés aux frontières, mais aussi dans les villes satellites. Enfin, le Centre national de la recherche du Canada (CNRC) a inauguré son Institut de génie des matériaux à Boucherville au milieu de 1983.

Les autres ministères et organismes disposent dans la région de bureaux ayant une portée purement locale et relevant de bureaux régionaux dont certains sont situés à Montréal. La seule exception à cette règle est l'Administration de la Voie maritime du Saint-Laurent, dont le bureau de Saint-Lambert a le statut de bureau régional pour la région Est du Canada, en plus de gérer les quatre écluses de Saint-Lambert, Sainte-Catherine et Beauharnois (2).

Des interventions de développement

Les principales interventions connues du gouvernement fédéral ayant un caractère de développement totalisent environ 180,5 M$ pour la période 1983-1985, et leur impact se fait sentir dans six municipalités (voir tableau 34). Parmi celles-ci, Sorel et Valcourt font classe à part avec des montants supérieurs à 60 M$; viennent ensuite Saint-Jean, Saint-Hubert, Saint-Hyacinthe et Acton-Vale, avec des montants entre 1 M$ et 10 M$.

Les interventions des ministères de l'Agriculture et de Transports Canada ont un caractère structurel, donc permanent, car elles consistent en des immobilisations. Au contraire, les interventions des autres ministères ont un caractère plutôt temporaire, car elles consistent en octroi de contrats pour la production de certains biens et services.

Toutefois, ce relevé ne peut prétendre être exhaustif dans la mesure où d'autres interventions de ce genre pourraient avoir lieu sans pour autant que des données à leur sujet soient disponibles.

Annexe statistique

TABLEAU 34:
INTERVENTIONS DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL DANS LA MONTÉRÉGIE DE 1983 À 1985 ET AYANT UN CARACTÈRE DE DÉVELOPPEMENT

Ministères ou organismes	Indications	Montants $
Agriculture	Construction d'un centre de recherche sur la transformation des aliments; 30 M$ (1984-1985) à Saint-Hyacinthe	2 162 400
	Complètement du centre de recherche agricole de Saint-Jean; 16,3 M$ (1982-1984).	8 000 000
Approvisionnements et services	Contrat avec la firme « Les caoutchoucs Acton » de Acton Vale, créera environ 25 emplois (personnes/année).	1 500 000
Défense nationale	Construction de 1 900 véhicules utilitaires par Bombardier à Valcourt, créera environ 540 emplois directs	68 000 000
	Subvention pou commercialiser le véhicule « Iltis »; Bombardier contribue pour 4,3 M$ et créera 143 emplois	1 328 206
Garde côtière	Construction de 2 baliseurs à Sorel; créera environ 600 emplois (personnes/année) en 1984-1985	96 000 000
Transports	Aéroport de Saint-Hubert:	
	• Construction d'une tour de contrôle.	1 300 000
	• Autres aménagements; création d'emplois prévue: 50 personnes/année.	2 200 000
TOTAL		180 490 606

Source: La Presse, *Programme fédéral de relance*, cahier spécial, Section « Plus », 7 avril 1984

Conclusion

Sur la base de tout ce qui précède, les principaux points forts de la Montérégie peuvent se résumer de la façon suivante.

La population régionale, qui dépasse le million et qui est globalement plus jeune que celle de l'ensemble du Québec, continuera de croître d'ici l'an 2001, non seulement en nombre absolu mais aussi en termes de poids relatif dans l'ensemble du Québec. Le marché du travail régional continue de se relever de la récession, surtout dans le secteur manufacturier. Il reste cependant environ 77 000 personnes disponibles et aptes à travailler. Le revenu personnel disponible de la Montérégie dépasse de 5 % celui du Québec, et atteint ses niveaux les plus élevés dans les cinq MRC de la banlieue sud.

La Montérégie est la principale région nourricière du Québec, grâce à des conditions climatiques plus clémentes qu'ailleurs, à une abondance de sols de catégorie supérieure, ainsi qu'à la proximité immédiate de Montréal et de son marché. L'industrie régionale contribue le sixième des livraisons manufacturières du Québec, et les trois groupes d'excellence régionaux, soit les aliments et boissons, les métaux primaires et l'équipement de transport, emploient chacun une main-d'oeuvre qui représente une part importante de tout l'emploi dans ces industries au Québec, en plus de constituer une forte proportion de l'emploi industriel régional. Leurs effectifs de R et D accentuent encore leur importance relative. La Montérégie compte sept pôles commerciaux d'importance sur son territoire, malgré la forte incidence de Montréal comme centre de service et comme source d'emplois tertiaires.

Enfin, la région compte sur son territoire de nombreux corps intermédiaires émanant du milieu local, dont une dizaine se détachent nettement de l'ensemble. Ces derniers oeuvrent dans deux domaines principaux, soit l'économie et le récréo-tourisme.

Dans le secteur parapublic, la Montérégie dispose d'un réseau socio-sanitaire d'une qualité certaine, bien qu'un rattrapage important reste à faire dans le domaine des soins hospitaliers de courte durée. Le réseau éducatif est relativement complet, et son ampleur économique considérable malgré la quasi-absence du niveau universitaire.

Le gouvernement du Québec est représenté par 28 mandataires répartis selon une structure administrative à trois paliers et fournissant du travail à 3 800 personnes. Dix-sept de ces mandataires ont un bureau régional (14) ou supra-régional (3) dans la Montérégie. Quant au gouvernement fédéral, seize ministères ou organismes assurent sa présence dans la Montérégie.